

PLACEMENTS

Francine Osborne



NOUVEAUX PLAFONDS POUR LES REER

À l'avantage des travailleurs autonomes

■ Pour une fois, pas besoin de se précipiter pour « digérer » au plus vite le budget Wilson: certains mesurent, comme le relèvement du plafond des Régimes enregistrés d'épargne retraite (REER), n'entrent en vigueur qu'à partir de janvier 1986.

Cela donne tout le temps de rajuster, s'il y a lieu, sa stratégie face à ces régimes enregistrés d'épargne-retraite. Mais on peut déjà se rendre compte aussi que pour bien des travailleurs, il n'y aura pas de grosse augmentation des contributions au REER.

Parlons d'abord de ces nouvelles limites. Pour les personnes à leur compte, qui n'ont qu'un REER comme véhicule d'épargne-retraite, les cotisations ne sont plus limitées à \$5 500 par an. Elles ne doivent pas dépasser 18 p. cent des gains et en 1986, le plafond passe à \$7 500, puis monte graduellement jusqu'à \$15 500 en 1990, en passant par \$9 500 en 1987, \$11 500 en 1988 et \$13 500 en 1989.

Ces travailleurs autonomes sont les grands bénéficiaires de ces plafonds, car avec les nouvelles limites, ils pourront épargner suffisamment pour s'offrir une pension comparable à celle d'un salarié.

En outre, la flexibilité introduite dans le régime les avantage aussi. Ils pourront reporter les cotisations non utilisées pendant sept ans à partir de 1986. C'est là un avantage certain pour un entrepreneur ou chef de PME qui doit réinvestir fortement dans son entreprise pendant quelques années et qui a les moyens, plus tard, de se rattraper pour préparer sa retraite.

Les salariés

Pour les travailleurs qui participent à un régime enregistré de pension à leur travail, deux cas se présentent. Ceux qui ont un régime à cotisation définie, qui verse comme prestation ce que l'argent accumulé permet d'acheter - ces régimes fonctionnent sur le même principe que le REER -, ont droit aux mêmes plafonds que les travailleurs autonomes et sont assujettis à la limite de 18 p. cent des gains.

Pour les travailleurs participant à un régime enregistré à prestations définies, c'est-à-dire la plupart des salariés qui peuvent déjà savoir quelles seront leurs prestations à la retraite, la limite globale des contributions annuelles est actuellement de \$3 500. À partir de 1986, les cotisations d'employé deviennent déductibles selon les mêmes plafonds définis précédemment. Mais les cotisations à un REER ne doivent pas dépasser 18 p. cent des gains, ni \$2 000 par an pour être déductibles.

En 1986, par exemple, les cotisations au régime de l'employeur sont déductibles à concurrence de \$7 500. Mais si vous n'avez versé que \$2 500 au régime de votre employeur, vous n'avez pas droit de mettre \$5 000 dans votre REER cette année-là. Vous êtes limité à \$2 000.

Supposons qu'une personne n'a travaillé que pendant quelques mois dans l'année ou vient d'avoir le droit de participer au régime de pension de son employeur. Si ses cotisations à ce régime n'atteignent que \$500, sa contribution à son REER sera limitée quand même à \$2 000. Dans un tel cas, l'ancienne limite de \$3 500 était plus avantageuse.

Beaucoup de questions

Le gros avantage d'un REER, c'est de profiter de l'intérêt composé à l'abri de l'impôt. Non seulement peut-on déduire, à l'intérieur de certaines limites, les sommes qu'on y verse chaque année, mais les revenus ne sont pas imposables tant qu'on ne retire pas son argent.

Il est faux de dire cependant que l'argent placé dans un REER permet de « sauver » de l'impôt. Le REER permet plutôt de reporter le paiement de cet impôt au moment où on se servira de l'argent qu'on y a placé.

Au cours des prochaines années, le REER pourrait jouer un rôle encore plus important pour le contribuable qui souhaite s'assurer une retraite confortable.

Le budget Wilson s'accompagne de propositions très importantes de réforme des régimes de pension. Les actuelles sont loin d'avoir terminé l'évaluation des coûts de telles mesures pour les employeurs. Mais déjà, on peut craindre que les régimes en vigueur dans les entreprises soient moins généreux que par le passé si les coûts augmentent sensiblement.

Et avec l'indexation limitée des pensions de vieillesse que vient de décider le gouvernement fédéral, le message est clair: le fardeau de la retraite repose de plus en plus sur les épaules du contribuable et du secteur privé. Au Québec, par contre, on se propose d'augmenter les cotisations au Régime des rentes pour pouvoir maintenir le niveau des prestations.

Il faudra donc suivre de près l'impact des réformes mises de l'avant pas Ottawa et voir ce que Québec décidera quant aux prestations au REER.

Ce que les spécialistes en pensent*

Cara Operations Ltd.: acheter (Nesbitt Research), conserver (McLeod Young Weir)

Compagnie de la Baie d'Hudson: acheter (McLeod Young Weir)

Glenayre Electronics: acheter (Lévesque Beaubien, Richardson Greenshields); conserver (McLeod Young Weir)

Massey Ferguson: vendre si l'action remonte (McLeod Young Weir)

Ocelot B: acheter (Merrill Lynch Canada), conserver (Lévesque Beaubien, McLeod Young Weir)

Sears: acheter (Merrill Lynch Canada) **Weldwood of Canada:** vendre (McLeod Young Weir)

* Ces recommandations n'engagent ni l'auteur ni La Presse

Nouveau mode de gestion de la forêt québécoise

Chaque arbre coupé devra être remplacé

■ QUÉBEC — La forêt ne peut plus être considérée comme une réserve inépuisable mais plutôt comme un jardin qu'il faut cultiver. Pour ce faire, dès septembre 1986, chaque arbre coupé devra être remplacé et tout le mode de gestion de la forêt aura été révisé.

YVON LABERGE
de notre bureau de Québec

En rendant publique hier la politique forestière - tant attendue - du gouvernement québécois, le ministre délégué aux Forêts, M. Jean-Pierre Jolivet, a été catégorique.

« La forêt ne peut plus être considérée simplement comme une source de matière première pour l'industrie forestière. Elle contribue de

façon essentielle au maintien de l'équilibre naturel (...). Il nous faut donc, dès à présent, bâtir une forêt pour l'avenir capable non seulement de fournir la matière ligneuse nécessaire à l'industrie forestière, mais aussi de satisfaire l'ensemble des besoins d'une société moderne en constante évolution. »

Dans l'esprit du ministre, « Bâtir une forêt pour l'avenir » implique donc une réforme en profondeur de son mode de gestion. À commencer d'abord par la forêt publique et, ensuite, par la reconnaissance de la forêt privée comme source privilégiée pour l'approvisionnement des usines de transformation québécoises.

La fin des concessions

Dans un premier temps,

pour éviter la rupture des stocks, la forêt publique sera considérée non plus comme source d'approvisionnement première mais comme source résiduelle et supplémentaire d'approvisionnement de la forêt privée.

Ainsi, l'actuel système des concessions manquant de flexibilité et l'utilisation de la forêt domaniale ne développant pas un sentiment d'appartenance chez l'utilisateur, le gouvernement propose d'abolir ces concessions et toutes garanties d'approvisionnement, sans compensation financière.

Elles seront remplacées par un contrat d'aménagement forestier qui garantira aux actuels détenteurs de concession un approvisionnement à long terme. Et ce,

pour 10 ou 25 ans, selon leurs besoins quantitatifs ou qualitatifs des approvisionnements, et sans jamais dépasser la capacité de renouvellement de la forêt dans un territoire donné.

Pour éviter la rupture des stocks, ces industriels seront tenus de remettre en production, à leurs frais, les territoires de coupe concédés.

« Pour chaque arbre coupé sur les terres publiques (à partir de septembre 1986), a dit M. Jolivet, les compagnies de pâtes et papiers, ainsi que les usines de bois de sciage et de déroulage (contreplaqué), devront s'assurer de la repousse d'au moins un arbre. Soit par des traitements sylvicoles ou par le reboisement. »

Par contre, le gouvernement, quant à lui, assumera les coûts de production des plants ainsi que la remise en production des superficies exploitées avant l'entrée en vigueur de sa politique forestière.

Priorité à la forêt privée

Contrairement à la forêt publique, la forêt privée a l'avantage d'être exploitable à proximité des usines de transformation. D'où l'importance que le gouvernement lui accorde dans la politique forestière rendue publique hier.

« Cette priorité accordée aux bois de la forêt privée, a soutenu le ministre délégué aux Forêts, vise à permettre un meilleur écoulement de la production et un pouvoir accru de négociation des prix. »

Mais comme il faut là aussi en assurer l'avenir, le document gouvernemental propose d'accorder le statut officiel de producteur forestier à tout propriétaire ou entreprise qui détient une superficie minimum de 10 hectares. S'ajoute à cela que les producteurs forestiers profiteront, dès 1986, d'un remboursement, jusqu'à concurrence de 85 p. cent, des taxes foncières sur leurs actifs. De plus, les producteurs forestiers individuels auront dorénavant droit aux subventions versées aux organismes de gestion pour l'exécution des travaux sylvicoles.

Enfin, pour assurer à l'industrie des pâtes et papiers sa pleine compétitivité avec ses concurrents scandinaves et américains, le gouvernement prévoit mettre en place des mesures incitatives pour favoriser le changement de vocation de certaines usines et un support spécifique et adapté aux caractéristiques de chaque cas particulier de relance, de réouverture et de reconstruction d'usines. Cela, non plus sous forme de subvention mais plutôt de prêt à long terme, comme dans le cas récent de la papeterie Domtar à Windsor, dans l'Estrie.

Quant à l'industrie du bois de sciage et du déroulage, en plus de mettre de l'avant une série de mesures susceptibles de lui venir en aide, l'énoncé gouvernemental prévoit une rationalisation des approvisionnements afin que cette industrie soit alimentée de billes à gros diamètre. « En outre, a encore dit M. Jolivet, le gouvernement entend étudier tous les mécanismes reliés à la fiscalité des industries forestières afin d'améliorer leur capacité concurrentielle. »

Finalement, quant au rôle dévolu à la société d'Etat Rexfor, le ministre a dit, sans préciser davantage, qu'il sera défini à la lumière des consultations qu'il mène. Une chose est au moins sûre, son intervention sera complémentaire à l'entreprise privée.

L'échéancier que s'est fixé le ministre prévoit que les lois et la réglementation nécessaires à la mise en place de sa politique seront déposées à l'Assemblée nationale au cours de l'automne. Entretemps, sera rendu public le cahier d'intervention en milieu forestier pendant que l'étude de l'impact de la politique forestière sur les relations de travail en forêt sera confiée au groupe interministériel sur le travail en forêt.

SUCCURSALES À VENDRE

Désaccord entre Biron et la SAQ sur les appels d'offres

■ Le bureau du ministre de l'Industrie et du Commerce, Rodrigue Biron et celui du président de la Société des alcools du Québec, Jean-Guy Lord, ne s'entendent absolument pas sur la date de publication des appels d'offres concernant la vente de 126 succursales de la SAQ.

MICHEL GIRARD

Le porte-parole du ministre de l'Industrie et du Commerce, André Leclerc, prétend que les premiers appels d'offres paraîtront dans les journaux des vendredis, respectant ainsi l'échéancier fixé par le ministre Biron.

Le porte-parole du président de la SAQ soutient pour sa part qu'il est physiquement impossible de publier les appels d'offres ce vendredi-ci.

En raison de la grande complexité de cette vaste opération de soumissions publiques, la SAQ a dû retarder la publication des appels d'offres de deux semaines, la nouvelle date étant fixée, du moins temporairement, dans la dernière semaine de juin.

Mais au bureau du ministre Biron, on ne veut rien savoir du nouvel échéancier de la SAQ. « Il y aura des appels d'offres de publier d'ici vendredi. On va respecter notre échéancier. Un point c'est tout », de dire sur un ton catégorique M. Leclerc.

Quant à la SAQ, qui agit dans ce dossier à titre de mandataire et d'exécutant du gouvernement du Québec, elle a tout fait pour accélérer la préparation des documents et des informations financières nécessaires à la rédaction des cahiers d'appels d'offres... Cependant, comme chaque succursale sera vendue séparément, cette opération a finalement pris plus de temps que prévu.

130 coopératives de travailleurs

C'est évidemment avec impatience que tous les intéressés attendent la publication des appels d'offres: plus de mille personnes ont manifesté jusqu'à présent

un intérêt certain pour l'achat de l'une des succursales de la SAQ.

Au nombre des personnes vivement intéressées, on retrouve 410 travailleurs (directeurs et simples employés de succursales) de la SAQ, lesquels se sont regroupés en coopératives. Il y a 130 coopératives formées pour tenter de mettre le grappin sur les succursales de la SAQ.

Les porte-parole du regroupement de ces coopératives, MM. Paul Bélanger et Pierre Laporte, évaluent à 225 le nombre total de coopératives qui seront créées d'ici la mise en vente de tout

le réseau des magasins (362) de la SAQ.

Dans une lettre adressée le 29 mai dernier au président de la SAQ, Jean-Guy Lord, le regroupement des COOP indiquait qu'il ne voyait pas l'utilité de procéder par appels d'offres lors de la mise en vente du réseau de la SAQ.

Le regroupement a même offert à la SAQ de discuter de la possibilité d'un achat global du réseau. Cette proposition n'a pas été retenue car elle ne correspond pas aux directives émises par le ministre Biron. Le ministre veut privatiser le réseau de la SAQ en vendant, par le biais d'appels d'offres pu-

blics, les succursales une par une et ce aux plus offrants.

Faute de meilleures conditions, les représentants des 130 coopératives espèrent que la SAQ et le gouvernement du Québec acceptent, par contre, de leur accorder un traitement de faveur lors des appels d'offres: ils souhaiteraient pouvoir bénéficier d'un rabais de 25 p. cent sur le prix de la plus haute soumission de chaque succursale.

Pour sa part, le ministre Biron a indiqué que les travailleurs seront définitivement privilégiés si l'écart se situe à environ 10 p. cent.

Renault: affaire classée!

■ PARIS — L'installation de Renault AMC en Ontario et la fermeture du dépôt de pièces détachées de Saint-Bruno est une affaire classée, affirme la direction générale de la compagnie française, interrogée mardi matin à Paris par la Presse canadienne.

JEAN-PAUL BURY
de la Presse canadienne

À propos des déclarations du consul-général de France à Québec, M. Renaud Vignal qui affirmait que les propositions financières de l'Ontario faites à Renault étaient plus alléchantes que celles du Québec, la direction générale de la compagnie déclare que pour la construction de l'usine de Brampton, il n'y a pas eu de tour de table des provinces, ni de sur-enchères entre l'Ontario et le Québec. On précise par ailleurs, de même source, qu'aucune négociation n'est actuellement engagée entre Renault et le gouvernement du Québec et que contrairement à ce qu'avait déclaré le ministre des Finances Yves Duhaime, en Normandie, lors de la visite officielle du premier ministre Lévesque, il n'y a pas de commission

d'études mise sur pied sur ce sujet.

La direction générale de la compagnie nationale, propriété de l'Etat français à 92 p. cent, assure par ailleurs que le gouvernement français n'interviendra pas directement. D'ailleurs, précise-t-on de même source, il faudrait que les représentants du gouvernement fassent lors d'un conseil d'administration, réuni chaque mois. Or il n'y a aucune raison pour inscrire le sujet à l'ordre du jour d'un prochain conseil.

En tout état de cause, à Paris, du côté de la Régie Renault, on n'est pas étonné que Québec cherche à tous crins à négocier directement avec le gouvernement français pour qu'il intervienne auprès de la compagnie, la tactique choisie et les pressions politiques semblent pourtant mal engagées. Le premier ministre français Laurent Fabius avait déclaré le mois dernier lors de sa conférence de presse commune avec M. Lévesque, que dans ce domaine, l'initiative appartenait à la direction de l'entreprise et non au gouvernement. Il est peu probable donc qu'il dicte ses décisions au nouveau patron de Re-

nault, M. Georges Besse qu'il a justement nommé il y a quelques mois, et à qui il fait confiance pour redresser l'entreprise nationale.

Pour l'heure il apparaît tout à fait exclu que Renault puisse s'engager dans de nouveaux projets, fussent-ils au Québec. Nous n'avons ni la capacité, ni les moyens, ni les raisons, d'augmenter notre appareil de production. Nous sommes surcapacitaires et notre objectif du moment est de régler nos problèmes financiers, précise-t-on à la direction de Renault.

Du côté de la Délégation générale du Québec on reste également très mesuré. La direction de Renault dit qu'il n'y a pas de commission d'études. C'est peut-être une question de termes, mais nous sommes dans la période d'ajustement, déclare-t-on rue Pergolèse où on reconnaît néanmoins qu'on n'est pas encore assis à la table des négociations.

Si l'on s'en tient aux déclarations de la direction générale de Renault à Paris, il semble bien qu'on n'ait même pas commencé à avancer les chaises et ce n'est pas, estime-t-on, les affirmations erronées d'un consul qui permettront de dresser le tapis vert.

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (New York)	CANADIEN
132 96 (-0 52)	2717 24 (-6 45)	1313 84 (-4 60)	\$313 80 (-0 30)	+*\$/100 73 13

Distributeurs autorisés des produits:

Montréal: 861-2831
Longueuil: 677-5264
Drummondville: (819) 477-8766
Sherbrooke: (819) 564-1204
Trois-Rivières: (819) 373-7372

LES EXPERTS EN INFORMATIQUE!

FUTUR BYTE®

Depuis 1977... pour toujours!

**Enfin
la qualité
Première, Québec
a un prix
abordable.**

2050 Mansfield

Situé entre Sherbrooke et de Maisonneuve, le 2050 Mansfield n'est qu'à quelques pas des stations de métro Peel et McGill. Administré maintenant par La Corporation Première, Québec, le nouveau propriétaire, cet édifice offre des locaux de qualité supérieure à des prix raisonnables. Pour autres informations, veuillez contacter:

FIRST QUEBEC CORPORATION
LA CORPORATION PREMIÈRE, QUÉBEC
284-9115
**A L'AVANT-GARDE
DE LA GESTION IMMOBILIÈRE**



LE 1600 OUEST HENRI-BOURASSA (Près de l'Acadie)

Édifice à bureaux de classe A dans un secteur décongestionné et facile d'accès avec stationnement extérieur et intérieur, services commerciaux au rez-de-chaussée. Nous visiter, c'est nous adopter.

ADRESSE DE PRESTIGE

Jugez-en par les caractéristiques ci-dessous:

- Entièrement climatisé
- Métro-autobus
- Gicleurs
- Tapis
- Nettoyage quotidien
- Seulement \$9 pi car. pour les bureaux

Disponibilité:

Local de 3000 pi car. au rez-de-chaussée
Local de 641 pi car. au 2^e étage
au 3^e étage, espace de 16,000 pi car.
pouvant être subdivisé selon vos besoins

Informations: Marie Lachapelle-Weiner 336-1811
LA CORPORATION D'INVESTISSEMENTS RODICAN LTÉE

BENDIX AVELEX INC. CONFÉRENCE POUR LES FOURNISSEURS CANADIENS

Toutes les entreprises établies au Canada, en mesure de fournir des produits respectant les normes rigoureuses de l'industrie aéronautique et un haut niveau de qualité, sont conviées à une conférence de Bendix Avelex Inc.

Cette conférence, organisée à l'intention de tous les fournisseurs canadiens, aura lieu le mardi 18 juin 1985, à l'hôtel Holiday Inn de Pointe-Claire.

Nous sommes présentement à la recherche de fournisseurs canadiens concurrentiels en vue de nouveaux contrats. Nous aurons, entre autres, besoin des produits suivants:

- radômes
- boîtiers, armoires et abris
- guides d'onde
- diodes laser
- sources d'alimentation
- déphaseurs
- fibres optiques
- diodes électroluminescentes

Les compagnies intéressées sont priées de communiquer avec M. William McCallum, chez Bendix Avelex Inc., au (514) 744-2811 pour réserver ou obtenir des renseignements supplémentaires.



Canadien Pacifique Limitée

AVIS DE DIVIDENDES

A une réunion du conseil d'administration tenue aujourd'hui, les dividendes suivants ont été déclarés:

Actions ordinaires

Un dividende trimestriel de douze cents (12¢) CAN l'action sur les actions ordinaires en circulation, payable le 29 juillet 1985 aux détenteurs inscrits à la fermeture des registres le 25 juin 1985.

Actions prioritaires

Un dividende semestriel pour l'exercice 1985, de \$0,02 par action prioritaire en dollars canadiens et de 2/3 de pence par action prioritaire en livres sterling, sur les actions prioritaires en circulation, payable le 29 juillet 1985 aux détenteurs inscrits à la fermeture des registres le 25 juin 1985.

Par ordre du conseil,

Le Secrétaire,
D.J. Deegan

Montréal, le 10 juin 1985.
Ad. No. 5054F
1 col. x 65 lignes
PUBLICITÉ McKIM LTÉE
Group 6 Newspapers



*Immeubles Trans-
National Ltee*

CALDWELL



Alec J. Hay

Conformément à la réorganisation de la compagnie, M. William C. Miles, Vice-président et Directeur général du Groupe du linge de salle de bain de la Compagnie des produits pour consommateurs, Dominion Textile Inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Alec J. Hay au poste de Directeur à la fabrication du Groupe du linge de salle de bain. Le bureau de M. Hay sera localisé à l'usine de Caldwell à Iroquois en Ontario.

Immeubles Trans-National a été fondée en 1969 et se spécialise dans l'achat et la vente de propriétés à revenus importantes pour des investisseurs locaux et internationaux.



**Institut de
Recherches Cliniques
de Montréal**



Dr. Robert J. Richardson

Dr. Michel Chétien, chef de la direction de l'Institut de Recherches Cliniques de Montréal, un organisme à but non lucratif, a le plaisir d'annoncer la nomination de Dr. Robert J. Richardson au poste de Président de la Campagne nationale de Financement de l'Institut. Cette campagne, dont l'objectif principal est de recueillir 17 millions pour le Fonds de développement de l'Institut, est la première depuis 20 ans.

Le Dr. Richardson occupe présentement le poste de Président des Entreprises Bell Canada Inc.

Fondé en 1952, l'Institut emploie 350 chercheurs et techniciens dans ses 30 laboratoires. Leader international dans le domaine de la recherche, l'Institut, dont l'approche unique consiste à agencer la recherche biomédicale et biotechnologique avec les applications cliniques, peut ainsi maximiser les résultats et améliorer la qualité des soins.

ÉCONO-FLASHES

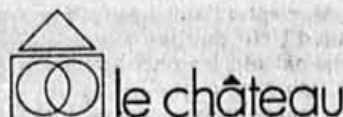
CLAUDE ARCHAMBAULT

Hausse des actifs de Trustco Canada

■ Les actifs de Trustco Canada ont sensiblement augmenté depuis le 31 mai 1984, passant de \$22,5 milliards à \$26,5 milliards. En dévoilant ces résultats, Merv Lahn, président de Trustco a déclaré que « les perspectives de revenus nets pour le reste de 1985 étaient très bonnes et que les prévisions pour 1986 étaient encourageantes, compte tenu de la croissance économique générale plutôt faible ».

Le Château augmente ses ventes de 39 p. cent

■ Les ventes des boutiques de vêtements Le Château sont passées de \$15 904 000, au premier trimestre de 1984, à \$22 162 000 durant les trois mois se terminant le 27 avril 1985. Les bénéfices nets de la période de trois mois s'élèvent à \$1 354 000 en regard de \$922 000 il y a un an, ou 33 cents par action comparativement à 22 cents au premier trimestre de 1984.



Peugeot renonce au coupé de luxe

■ Peugeot ne fera pas construire dans le Michigan quelque 4 000 coupés de luxe par le carrossier américain « Cars and concepts ». L'assemblage devait être fait à partir d'éléments fabriqués en France.

Dome Petroleum achète des mines d'argent et de zinc

■ La corporation minière Cyprus Anvil a annoncé hier la signature d'une entente avec Dome Petroleum confirmant la vente de ses intérêts dans des mines de plomb, de zinc et d'argent au Yukon et en Colombie Britannique. Un certain nombre de conditions devront être respectées pour que l'entente prenne effet, entre autres le feu vert du gouvernement et l'accord des prêteurs.



Mission commerciale québécoise en Colombie et en Équateur

■ Des représentants de cinq sociétés québécoises séjourneront en Colombie et en Équateur du 12 au 22 juin 1985. Impliquées dans les télécommunications, l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire et l'électrification rurale, ces sociétés y accompagneront une mission commerciale du Ministère du commerce extérieur. Malgré les difficultés économiques qu'éprouve la Colombie, celle-ci espère exporter du pétrole dès 1986. En outre, ce pays se classe parmi les plus grands producteurs de charbon du monde. En Équateur, le climat dans les milieux d'affaires est à l'optimisme. Le ministre québécois compte profiter de cette conjoncture pour y introduire des entreprises québécoises.

Dévaluation du peso argentin

■ Le peso argentin a été dévalué mardi de 18,06 p. cent, dès l'ouverture de la Banque Centrale. Cette dévaluation s'inscrit dans le cadre des accords entre le FMI et l'Argentine sur la renégociation de la dette extérieure, a fait savoir le ministère de l'Économie.

Husky Oil vend ses actifs aux États-Unis

■ Husky Oil Ltd. de Calgary a annoncé lundi qu'elle avait vendu à Flying J. Inc., de l'Utah, ses installations de raffinage et de distribution de pétrole, pour une somme d'environ \$100 millions US.

285 licenciements à Sperry Corp

■ Un porte-parole de Sperry Corp a annoncé hier que 285 employés de deux de ses usines du Minnesota, à Jackson et Eagan, avaient reçu des avis de licenciement. Ces mises à pied résultent d'une baisse dramatique des ventes de micro-processeurs aux États-Unis.

Une livraison de \$5 millions à CP Rail

■ CP Rail de Calgary a pris livraison de 50 wagons basculants à air comprimé. Ces voitures spéciales serviront au transport des masses de pierres extraites du Mont Macdonald, en Colombie Britannique, dans lequel sera creusé un tunnel de 14,6 kilomètres.

Dividendes

■ Le conseil d'administration de Canadien Pacifique Ltée a annoncé hier un dividende trimestriel de 12 cents canadiens sur ses actions ordinaires. Les dividendes sont payables le 29 juillet 1985 aux actionnaires inscrits à la fermeture des registres le 25 juin.

Accords aériens entre le Canada et les Antilles

■ Le gouvernement fédéral vient de conclure deux nouveaux accords aériens bilatéraux avec la Barbade et la Fédération de Saint-Kitts et Nevis. Cet accord vise à renforcer les liens économiques entre le Canada et les pays des Antilles membres du Commonwealth a affirmé M. Clark, secrétaire d'État aux affaires extérieures.

Des honneurs pour la Caisse d'établissement de Yamaska

■ Le congrès annuel 1985 de la Fédération des Caisses d'établissement du Québec a rendu un hommage particulier à la Caisse d'établissement de Yamaska qui a mérité le titre de « Caisse d'établissement par excellence ». Au 31 mai 85 elle avait un actif de \$13 500 000. La rentabilité, la qualité de la gestion et celle des services, le travail dynamique du personnel étaient quelques-uns des critères de l'attribution de la récompense.



Nouvelle ère pour le transport routier au Québec

■ La rencontre qui s'est tenue avant-hier soir entre les représentants de l'Association de camionnage du Québec et le ministre des Transports, M. Guy Tardif marque le début d'une nouvelle ère pour l'industrie du transport routier. C'est en ces termes que le vice-président de l'association a exprimé la satisfaction de ses membres. L'entente prévoit une application plus efficace de la réglementation, un meilleur contrôle sur l'attribution des permis de transport, et des efforts conjoints entre l'industrie du transport et le gouvernement pour le développement d'outils informatiques.

Conrad Black acquiert le Daily Telegraph

■ LONDRES (AFP) — L'homme d'affaires canadien Conrad Black a acheté environ 14 des 40 p. cent d'actions du Daily Telegraph (conservateur) mises en vente pour un montant de 30,1 millions de livres (\$52 millions), a annoncé hier la direction du groupe de presse londonien. M. Black a acheté la participation au nom du holding Ravelston qu'il contrôle, et devient directeur honoraire au conseil d'administration du groupe incluant le Sunday Telegraph (hebdomadaire) et le Daily Telegraph (quotidien).

Exultez!

LOCATION DE VOITURES SPORT

L'exultation à partir de 29\$5
chez Tilden, 1200 rue Stanley
Réservation: 878-2771
Tilden loue aussi des voitures de sport
à Toronto, Calgary, Vancouver.
ALLEZ, LOUE LA!

TILDEN

TILDEN LOUE PLUSIEURS MARQUES ET
MODELES DE VOITURES DE SPORT
Mettant en vedette les voitures
Chrysler Canada

ÎLE DE MONTRÉAL

De 4 à 12%
de plus pour
une maison

La valeur marchande des maisons unifamiliales de l'île de Montréal a augmenté de 4 à 12 p. cent selon les secteurs, depuis un an.

Selon la dernière étude du marché immobilier publiée par le service d'évaluation de la CUM, c'est à Saint-Léonard et à Baie-d'Urfé que les augmentations ont été les plus importantes, soit 12 p. cent dans les deux cas, entre mars 1984 et mars 1985.

Dans la municipalité centrale de Montréal, la valeur des maisons unifamiliales a progressé de 7 à 9 p. cent, selon les quartiers. Ainsi, le prix moyen d'une maison située à Ahuntsic a augmenté de 7 p. cent pour atteindre \$90 900. À Pointe-aux-Trembles, la hausse a été de 9 p. cent, la valeur s'établissant à \$59 700 en mars 85.

Parmi les 29 municipalités de l'île, cinq n'ont enregistré ni baisse ni hausse significatives, les valeurs moyennes demeurant stables. Il s'agit de Côte-Saint-Luc, Hampstead, l'île-Bizard, Lachine, et Pointe-Claire.

Ailleurs, des municipalités comme Montréal-Nord et Montréal-Ouest ont enregistré une hausse de 4 p. cent (\$69 300 et \$112 100 respectivement). La hausse a été de 5 p. cent à Anjou (\$78 400), Dollard-des-Ormeaux (\$73 600), LaSalle (\$75 400) et à Pierrefonds (\$58 700).

\$200 000 et plus

Deux municipalités enregistrent une valeur moyenne de leurs maisons unifamiliales supérieure à \$200 000. Il s'agit de Westmount (\$213 200) et Hampstead (\$211 200).

Dans le « club des \$100 000 », on retrouve Mont-Royal (\$185 500), Outremont (\$178 900), Senneville (\$155 000), Côte-Saint-Luc (\$125 400), Baie d'Urfé (\$112 900) et Montréal-Ouest (\$112 100).

Les maisons unifamiliales les plus modestes de la CUM (moins de \$60 000) se situent à Lachine et Pierrefonds (\$58 000 dans les deux cas) et à Roxboro (\$57 100).

Regain d'optimisme
chez les investisseurs

Les firmes canadiennes investiront 13 p. cent de plus d'ici 1989

Les compagnies canadiennes hausseront cette année leurs investissements de 13 p. cent, en termes réels, et injecteront \$97 milliards dans l'économie d'ici à 1989.

LAURIER CLOUTIER

C'est un net regain d'optimisme, par rapport à il y a six mois, qu'indique le sondage d'avril 1985 sur les intentions d'investissements des grandes entreprises, du ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Le sondage d'octobre dernier laissait entrevoir une augmentation de six p. cent des investissements.

Les gens d'affaires manifestent

l'optimisme tant dans le secteur manufacturier que dans les autres. Les manufacturiers prévoient hausser leurs investissements cette année de 33,6 p. cent, à \$6,3 milliards, alors que les secteurs non manufacturiers les augmenteront de 8 p. cent, à \$20,3 milliards, pour un total de \$26,6 milliards.

Un peu plus de 60 p. cent des entreprises participantes accroîtront leurs bénéfices cette année.

Les investissements grimperont en particulier en Ontario, dans les Prairies et au Québec. Dans les Maritimes, les investissements baisseront de 4,9 p. cent, surtout au Nouveau-Brunswick, de 28,1 p. cent. En Colombie-Britannique, baisse aussi, de 3,2 p.

cent, à \$2,1 milliards. Les Prairies connaîtront par contre une hausse substantielle, de 20,7 p. cent, avec \$8,5 milliards.

Au Québec, les entreprises accroîtront leurs investissements de 7,5 p. cent, à \$4,15 milliards. Mais en Ontario, l'augmentation atteindra 22,8 p. cent, à \$7,9 milliards.

Les investissements manufacturiers les plus importants se trouvent du côté du matériel de transport, des produits forestiers et chimiques, etc. On note toutefois des faiblesses dans les aliments et boissons.

Les secteurs forts du non manufacturier comprennent le commerce, les finances, le pétrole et le gaz.



Parqués dans le désert

Ces DC-8 d'Air Canada sont parqués à un aéroport du désert de l'Arizona, près de la ville de Tucson. Il s'agit de 12 appareils appartenant à la version allongée du DC-8 et qu'Air Canada a décidé de vendre au profit d'appareils plus économes en carburant. La compagnie envisage de récupérer deux ou trois de ces appareils pour le transport cargo, mais en ayant d'abord pris soin de les équiper de moteurs plus sobres.

Total-CFP devient majoritaire
dans Erickson Gold Mines

PARIS (AFP) — Le groupe pétrolier français Total-CFP va devenir majoritaire dans une société canadienne exploitant des mines d'or, Erickson Gold Mines Ltd., aux termes d'une transaction portant sur l'échange de 100 p. cent de sa filiale canadienne Total Eastcan Exploration contre 17 millions d'actions ordinaires d'Erickson, a annoncé hier à Paris la société.

Total-CFP indique avoir accepté l'offre d'Erickson, située à Vancouver, qui lui donnera d'ici l'automne un intérêt de 60 p. cent dans Erickson Gold Mines qui prendra alors le nom de Total Erikson Resources Ltd.

Cette opération répond au souci de Total — environ \$190 millions US de bénéfices en 1984 contre \$61 millions en 1983 — de diversi-

fier ses activités au Canada qui concernent essentiellement les hydrocarbures, a indiqué un porte-parole du groupe français.

En 1984, Total a réalisé au Canada une production cumulée de pétrole et de gaz de 15,000 barils-jour, par le biais de Topna Canada, Total Eastcan et Transcanada qui opèrent sur des permis notamment dans l'Alberta et le Labrador.

Erickson dispose d'un potentiel de production d'or très intéressant dans les années avec environ 600 tonnes par jour de minerai à teneur élevée, a précisé un porte-parole de la compagnie pétrolière.

Deux sites doivent contribuer à cette production de minerai d'or

par Erickson, selon Total: des mines en Colombie-Britannique déjà exploitées (teneur de 0,35 à 0,40 once par tonne) et des gisements seulement prospectés dans le Yukon, en association avec la compagnie italienne Agip, et disposant de ressources exceptionnelles de minerai d'une teneur de 0,70 once par tonne.

La transaction, qui doit être effectuée avant le 10 septembre

prochain, est soumise à l'approbation des actionnaires d'Erickson, des organismes de contrôle des investissements étrangers au Canada et des autorités de tutelle des marchés financiers canadiens.

Le porte-parole de Total n'a pas cité de montant pour la transaction mais précise que l'action d'Erickson Gold Mines Ltd. valait actuellement environ \$4,00.

Les nouveaux emplois
en Amérique du Nord

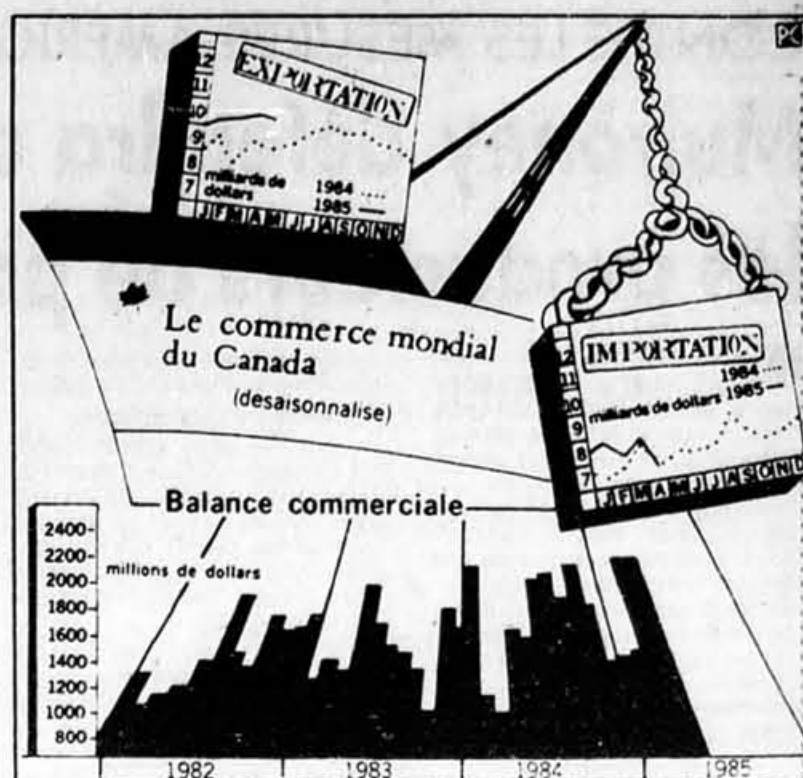
(PC) — Le déclin des emplois industriels aux États-Unis et au Canada ne signifie pas que l'Amérique du Nord soit en voie de devenir un continent de « fabricants de hamburgers », estime Janet Norwood, commissaire américaine des statistiques du travail. Conférencière au 5e Symposium international sur la prospective qui prend fin aujourd'hui à Montréal, Mme Norwood admet que le secteur du fast-food fournit un bon nombre d'emplois. « Mais, dit-elle, je crois que les nouveaux emplois qui se créent actuellement se situent aux deux extrêmes de l'échelle salariale. »

Selon Mme Norwood, les em-

plois perdus à cause des nouvelles technologies qui accroissent la productivité sont en train d'être en grande partie restructurés, souvent dans des secteurs non syndiqués et moins bien payés.

Plusieurs aciéries ont fermé leurs portes aux États-Unis au cours des dernières années, notamment, mais de nouvelles aciéries, plus petites et plus spécialisées, ont été créées.

Parallèlement aux pertes d'emplois enregistrées dans le secteur industriel, de nouveaux emplois sont générés dans le domaine de l'informatique, de l'électronique et de la pharmacologie, par exemple.

Importations et
exportations en
baisse en avril

OTTAWA (PC) — Tant les exportations que les importations étaient légèrement à la baisse, au cours du mois d'avril, mais le Canada n'a pas moins vendu à l'étranger pour \$2,2 milliards de plus de produits qu'il n'en a importés.

Statistique Canada fait état pour le mois d'avril d'exportations totalisant \$10,1 milliards, soit une régression de \$280 millions par rapport au mois précédent. Le gros de la baisse provient du secteur du charbon dont les exportations ont fléchi de \$140 millions.

Les importations sont tombées de \$205 millions à \$7,9 milliards alors qu'il y a eu revirement de la tendance enregistrée en mars et un retour au niveau établi en décembre 1984. Un fléchissement de \$124 millions des importations d'automobiles représente près de la moitié de la baisse totale des importations.

Selon Statistique Canada, bien que les exportations aient fléchi en avril, la tendance à court terme indique une croissance mensuelle stable d'environ 2 p. cent. Cette croissance est principalement concentrée dans le secteur énergétique, les exportations d'huiles brutes et d'huiles raffinées s'étant accrues de plus de 10 p. cent par mois.

Par contre, la croissance des exportations est plus modérée dans le secteur des produits et des matériaux industriels, la machinerie lourde et les produits de consommation. Pour ce qui est des produits forestiers et des produits automobile, la tendance des exportations est à peu près nulle.

Les importations

En ce qui a trait aux importations, il y a eu une progression modérée des produits et des matériaux industriels et de la machinerie, par contre, il y a eu un déclin prononcé de la tendance dans le secteur des produits énergétiques. Par contre, les importations des produits automobile enregistrent une légère baisse, tandis que la tendance est nulle en ce qui a trait aux importations produits de consommations.

Naturellement, les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada, 80 p. cent de nos exportations ayant en avril pris la direction des États-Unis qui, de leur côté, ont, au cours de la même période, fourni 75 p. cent de nos importations.

Les exportations aux USA ont totalisé en avril \$8,1 milliards, progressant d'une fraction par rapport à mars, tandis que les importations sont demeurées stables à \$5,9 milliards.

La baisse des exportations de charbon s'est reflétée par une chute de \$165 millions des exportations totales vers le Japon. Le second plus important partenaire commercial du Canada a importé en avril pour \$305 millions de produits canadiens, tandis que le Canada achetait pour \$415 millions de produits nippons, soit une baisse de 7 p. cent sur le mois précédent.

Tout aussi bien les exportations que les importations avec le Royaume-Uni ont progressé légèrement durant le mois d'avril.

SOCIÉTÉS D'ÉTAT
Des profits pour
Canadair et Téléglobe

L'Agence de développement et d'investissements du Canada, société de la Couronne, a annoncé que Canadair et Téléglobe avaient enregistré des profits pour le premier trimestre et que d'autre part, De Havilland Aircraft et Eldorado Nuclear avaient accusé des pertes pour la même période.

Canadair a déclaré des revenus nets de \$2,3 millions sur des ventes de \$103,1 millions, comparativement à des pertes de \$11,4 millions sur des ventes de \$92,3 millions pour 1984.

De Havilland a accusé des pertes de \$20,7 millions sur des ventes de \$32,6 millions, comparativement à des pertes de l'ordre de \$1,9 million sur des ventes de \$64,5 millions pour 1984.

Eldorado Nuclear, pour sa part, a enregistré des pertes de

\$15,2 millions sur des revenus de \$30,4 millions comparativement à des pertes en 1984 de \$7,1 millions sur des ventes de \$28,2 millions.

Téléglobe a enregistré des revenus nets de \$15,7 millions sur des ventes de \$153,6 millions, comparativement à des revenus nets de \$9,6 millions pour des ventes de \$142,1 millions.

L'agence a été mandatée par le gouvernement pour mettre en vente les entreprises d'État. Elle attribue en partie les lourdes pertes de De Havilland à l'arrêt des crédits d'impôt alloués à l'entreprise, qui lui avait fourni l'an dernier des revenus de \$21,1 millions. La piètre performance de l'entreprise serait aussi imputable à une grève de 15 jours.

L'agence a déclaré que les pertes de Eldorado reflétaient les prix peu élevés offerts pour ses dérivés de l'uranium.



Chaque vol Attaché est réservé aux gens d'affaires. En exclusivité. Comme dans les plus chic clubs privés, vous êtes entouré de mille et une attentions extraordinaires. Et vous avez tout l'espace pour apprécier à sa juste valeur ce service extraordinaire. Lorsque vous y aurez goûté, la classe affaires ordinaire vous laissera froid à tout jamais.

PRIME : 1000 POINTS ADDITIONNELS SUR VOLS ATTACHÉ
Superprime : 4000 points additionnels entre Toronto et Halifax*

ATTACHÉ

Le nouveau concept voyages-affaires de CPAir

HORAIRE ATTACHÉ DE MONTRÉAL

— VOLS ATTACHÉ SANS ESCALE À VANCOUVER —
DEP. MONTRÉAL A 17 h 45 ARR. VANCOUVER A 20 h 20 CP 987
DEP. VANCOUVER A 8 h 30 ARR. MONTRÉAL A 16 h 15 CP 986

— VOLS ATTACHÉ VIA TORONTO —
Vancouver DEP. MONTRÉAL A 7 h 20 ARR. VANCOUVER A 11 h 40 CP 021/965
13 h 50 18 h 10 CP 025/967
DEP. VANCOUVER A 13 h 45 ARR. MONTRÉAL A 23 h 05 CP 984/028

Winnipeg DEP. MONTRÉAL A 7 h 20 ARR. WINNIPEG A 10 h 50 CP 021/971
13 h 50 18 h 35 CP 025/975
17 h 00 20 h 40 CP 027/977
DEP. WINNIPEG A 8 h 00 ARR. MONTRÉAL A 13 h 05 CP 970/024
18 h 05 23 h 05 CP 976/028

Calgary DEP. MONTRÉAL A 13 h 50 ARR. CALGARY A 18 h 15 CP 025/985
DEP. CALGARY A 11 h 00 ARR. MONTRÉAL A 19 h 20 CP 984/026

Edmonton DEP. MONTRÉAL A 13 h 50 ARR. EDMONTON A 18 h 10 CP 025/993
DEP. EDMONTON A 11 h 10 ARR. MONTRÉAL A 19 h 20 CP 992/026

Les vols 900 sont des vols Attaché. La fréquence des vols varie la fin de semaine.

Appelez votre agent de voyages ou CPAir au 286-1212.

CONTRE LES MESURES AMÉRICAINES

Mulroney défendra avec «dynamisme» les producteurs de porcs canadiens

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a promis hier de défendre avec «agressivité» les producteurs de porcs canadiens auprès des Américains. Quelques instants plus tard, jugeant que ses propos avaient dépassé ses intentions, il devait se rabattre sur une défense «dynamique» des producteurs canadiens qui de toutes façons ne se font guère d'illusions sur les chances de succès du gouvernement.

DENIS LESSARD
de la Presse canadienne

Hier, Washington annonçait qu'elle prorogait ses barrières tarifaires sur le porc canadien, faisant même passer son droit de douane spécial de 5,3 à 5,5 cents la livre si le Canada continue à subventionner ses producteurs.

Cette décision aura un effet dramatique pour les producteurs québécois, estime M. Yvon Scalabrini, président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec.

Devant un comité des Communes hier, M. Scalabrini s'est dit convaincu que les Américains avaient fait leur lit en faveur du protectionnisme, et que les 50 000 producteurs canadiens n'auraient d'autre recours que de réduire leur production pour s'adapter à un marché réduit. Environ 25 p. cent de la production de porcs canadiens prend la route des États-Unis.

• Les Américains ont allumé la

lumière rouge, c'est à nous de repenser où on s'en va», a-t-il dit.

Agressif ou dynamique

Aux Communes, le député libéral de Shefford Jean Lapierre a exhorté M. Mulroney à intervenir directement auprès de Ronald Reagan en faveur des producteurs de porcs canadiens, «pour s'assurer que l'industrie n'ira pas en faillite».

«Nous allons continuer de faire toutes les représentations auprès de l'administration américaine en faveur de nos producteurs du Québec. Ils ont un dossier important qui à notre sens mérite une nouvelle attitude de la part de l'administration américaine», a lancé M. Mulroney.

Il ajoutait par la suite aux Communes que son gouvernement se comportait «de façon agressive pour obtenir justice pour les producteurs québécois». Mais, dans les comptes rendus de la Chambre, le bureau du premier ministre a fait remplacer «agressive» par «dynamique» pour atténuer l'impact de la déclaration à Washington.

Pour le ministre de l'Agriculture John Wise, la décision américaine pourrait être revue le 25 juin prochain quand la Commission du commerce international sera chargée de l'étudier. Le Canada a souvent réussi à faire entendre son point de vue devant cette instance par le passé et il conserve des chances d'infléchir la décision de Washington, estime le ministre.

Les Américains «sont de durs négociateurs», a dit le ministre hier, ajoutant qu'il ne voyait pas ce que le Canada gagnerait à tenter de menacer le géant américain.

En avril, Washington imposait un tarif de 5,3 cents la livre sur le porc canadien, plaçant la foule de programmes d'assistance agricole disponibles au Canada avantageait les fermiers canadiens au dépens de leurs collègues américains.

Ce tarif passait hier à 3,3 cents

en théorie, mais en annonçant le nouveau taux, Washington prévenait Ottawa qu'il serait de 5,5 cents à moins qu'on mette fin aux programmes de stabilisation au Canada.

Pour Jacques Proulx, président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, la prorogation des tarifs américains amènera les producteurs à discipliner l'offre. «Autrement, a-t-il dit, personne ne pourra durer longtemps avec des prix de 15 à 20 cents inférieurs aux coûts de production.»

Des permis pour le vin de pays

QUEBEC (PC) — Une demi-douzaine de permis seront prochainement émis à des commerçants désireux de produire un vin de fabrication artisanale, a annoncé hier le ministre de l'Industrie et du Commerce Rodrigue Biron.

Ces commerçants devront toutefois utiliser des raisins ou fruits d'origine québécoise dans la fabrication de ce vin artisanal, a expliqué le ministre, qui répondait à l'Assemblée nationale à des questions du député libéral de Laporte André Bourbeau.

Selon le ministre, ce type de production pourrait atteindre annuellement 4 000 bouteilles par artisan, ce qui ne compromettra pas les ventes de vins de la Société des alcools qui atteignent 100 millions de bouteilles par an.

M. Biron a affirmé toutefois qu'aucun permis pour fabrication artisanale n'avait encore été émis et que c'était «par enthousiasme» qu'un de ses adjoints a annoncé dès décembre 1984 l'octroi d'un permis à la firme Les Côtes d'Ardoise Inc.

Les femmes en affaires

REGINA (PC) —

En affaires, les femmes mariées ont énormément plus de facilité à emprunter de l'argent que les femmes célibataires. C'est la constatation qu'a faite Mme Moneca Litton, conseillère en affaires de Vancouver, dans une enquête auprès de certaines de femmes propriétaires d'une entreprise commerciale dans l'Ouest canadien. S'adressant aux délégués à une conférence sur la femme et les affaires, Mme Litton a révélé que 77 p. cent des femmes mariées avaient obtenu un emprunt facilement, contre seulement sept pour cent chez les femmes célibataires. Mme Litton a conseillé aux femmes célibataires d'apprendre à négocier un emprunt, comme le font les hommes. Ces derniers, par exemple, mettent des costumes sobres, sachant que leur apparence est très importante dans de telles circonstances.

Trois fois plus de femmes que d'hommes se lancent en affaires, a constaté Mme Litton, prouvant ainsi que les femmes constituent une force positive dans l'économie.

GESTION

Les banques de données informatisées... à votre disposition

Plusieurs ont probablement déjà entendu parler de banques ou fichiers de données. Les cadres toujours bien informés s'en servent depuis longtemps et les considèrent comme des outils précieux. Pourquoi les banques de données deviennent-elles si populaires?

SIMONE BAER-BASEK
de Caron Bélanger Woods Gordon
conseillers en administration

La raison en est simple: les banques de données sont efficaces car elles permettent d'obtenir exactement l'information désirée; elles sont rapides puisqu'on peut accéder à cette information en quelques minutes et, finalement, elles sont peu coûteuses, quelques dollars la minute.

Qu'est-ce qu'une banque de données?

C'est un centre informatique où des données sont enregistrées.

Actuellement, il y en a plusieurs sortes:

- banques de données à but professionnel:
 - Certaines contiennent de l'information financière: rapports annuels de sociétés publiques; rapports financiers partiels d'entreprises privées; cours boursiers et marchés financiers.
 - D'autres comptent de l'information textuelle: résumés ou articles complets parus dans des quotidiens, des revues ou des publications québécoises, canadiennes ou américaines couvrant de nombreux sujets comme l'économie, les affaires, les finances, les sciences, la politique, le gouvernement, le droit, les sciences humaines et sociales, la gestion, etc.
- banques de données à but récréatif:
 - Elles sont très variées: elles donnent accès aux annonces de conférences ou d'expositions d'art, aux biographies sur des personnes célèbres historiques et contemporaines, aux derniers résultats sportifs internationaux, aux critiques cinématographiques, aux horoscopes quotidiens pour ne citer que quelques exemples.
- banques de données à but didactique:
 - Elles comportent des articles ou comptes rendus de périodiques, de rapports ou de thèses dans des domaines tels l'histoire, l'archéologie, l'ethnologie, l'informatique et les sciences, juridiques. D'autres renferment des index qui permettent de trouver de la documentation sur la formation professionnelle et technique, la formation relative à un emploi et l'orientation professionnelle.

La plupart des banques de données sont en anglais quoiqu'on en retrouve de plus en plus en français.

Comment choisir une banque de données?

Il faut tenir compte de plusieurs critères:

- les besoins, qu'ils soient professionnels, récréatifs ou didactiques;
- l'utilisation;
- le budget; et
- le temps qu'il faudra investir pour se familiariser avec une banque de données.

Il est recommandé de compiler le plus de documentation possible sur les différentes banques de données disponibles sur le marché et de les comparer afin d'être certain d'obtenir le maximum d'information.

Comment y accéder?

Pour avoir accès à une banque de données, le matériel nécessaire est le suivant:

- un terminal, une machine de traitement de textes avec carte de communication ou un micro-ordinateur;
- un modem;
- une imprimante; et
- un téléphone.

Une fois l'équipement installé, on peut accéder directement à une banque de données lorsqu'on s'est abonné au fichier de son choix et qu'on a reçu son code d'accès ainsi que son mot de passe personnel et confidentiel.

Conseils pratiques

Lorsqu'on est relié à un fichier d'une banque de données, le chronomètre indique exactement combien de minutes et de secondes se sont écoulées depuis qu'on est entré en communication avec le fichier. Il est très facile de perdre du temps, et de l'argent (chaque minute écoulée coûte entre \$1 et \$3), si on ne sait pas exactement quelles commandes il faut donner à l'ordinateur central afin de retirer l'information désirée. Pour éviter de telles pertes, l'utilisateur peut:

- suivre des cours de formation;
- étudier le manuel de référence;
- rédiger un plan des commandes qu'il donnera au fichier. Dans ce cas, il faut tenir compte qu'on peut obtenir l'information de plusieurs manières: en employant soit des descriptions que l'ordinateur central reconnaît soit des mots-clés; et
- conserver toujours une copie imprimée dans des dossiers.

Les banques de données informatisées constituent un outil essentiel pour le cadre moderne. Elles permettent d'obtenir d'une manière plus rapide, plus précise et plus efficace ce que les autres obtiennent après plusieurs jours de recherche.

VENTE DE TOUS LES PNEUS ARRIVA

Le pneu toutes saisons épatant de Goodyear. Performance éprouvée. Traction et durabilité impeccables.

- Pour voitures à traction avant/arrière
- Traction fiable sur chaussées sèches/mouillées

Depuis

- Construction radiale économe de carburant
- Composé de semelle de longue durée

PROTECTION CONTRE LES IMPRÉVUS DE LA ROUTE
Protégez votre placement en pneus. Informez-vous au sujet du programme de protection en option des Centres Go Goodyear contre les imprévus de la route.

D'AUTRES RADIAUX TOUTES SAISONS DE GOODYEAR À BAS PRIX COURANTS !

TIEMPO
BANDE BLANCHE

49⁹⁵
P155/80R13

49⁹⁵
P155/80R13
TIEMPO B/B

62⁹⁵
P185/80R13
TIEMPO B/B

69⁹⁵
P185/75R14
TIEMPO B/B

71⁹⁵
P195/75R14
TIEMPO B/B

74⁹⁵
P205/75R14
TIEMPO B/B

79⁹⁵
P205/75R15
TIEMPO B/B

84⁹⁵
P215/75R15
TIEMPO B/B

87⁹⁵
P225/75R15
TIEMPO B/B

PNEUS CEINTURÉS

43⁹⁵
A78-13
POLYGLAS B/B

52⁹⁵
E78-14
POLYGLAS B/B

58⁹⁵
G78-15
POLYGLAS B/B

62⁹⁵
H78-15
POLYGLAS B/B

HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION

13⁹⁵

La plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées. Comprend jusqu'à 5 litres d'huile Quaker State 10W30, filtre à huile FRAM neuf et lubrification du châssis. Huile et filtre diesel peuvent entraîner un supplément.

ENTRETIEN DES FREINS AVANT À DISQUE

74⁹⁵

Notre entretien des freins garanti comprend la pose de plaquettes de frein avant neuves, le réglage des roulements des roues et le pontage des câbles avant. Nous vérifions toutes les autres pièces des freins et ferons l'ajustage sur route du véhicule. Le prix peut varier pour les voitures à traction avant. (Plaquettes métalliques de disques 2011 en sus.)

CENTRES GO GOODYEAR

MONTRÉAL
9170, rue Sherbrooke est
352-2662
9750, Côte de Liesse
721-6471
2615, rue Ontario est
527-8364
AHUNTIC
10220, boul. St. Laurent
381-2991

MONTRÉAL CENTRE-VILLE
11, boul. de Maisonneuve est
849-8031
875, LACORDAIRE
925, boul. Lacordaire
325-3280
LAVAL-CHOMÉDEY
1250, boul. Labelle
688-3575

LAVAL-PONTVIAU
368, boul. des Laurentides
667-0210

LA SALLE
1870, r. Dolland
363-0633

VERDUN
4000, av. Verdun
761-4583

CHATEAUGUAY
104, boul. d'Anjou
891-2160
LONGUEUIL
85, boul. Ste-Foy
879-5250
DOLLARD-DES-ORMEAUX
4910, chemin des Sources
664-8332
ST-MICHEL
3845, rue Jean-Talon est
729-4394

CENTRES DE CAMIONS GOODYEAR
ANJOU
ST. LAURENT
1340, montée de Liesse
334-9312
L'OFFRE DE PNEUS EST ÉGALEMENT DISPONIBLE
W. GORDON INC.
2125, BOUL. CAVENDISH, N.D.G.
CENTRE DES PNEUS FLEURY
3950 rue Fleury est, Montréal nord
328-2835

• De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine. • Samedi : de 7 h 30 à 17 h 00. • Garantie à l'échelle nationale. • Portez le tout à votre compte.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques, Caisse Pop. St. René Goupil, 271-2010.
ACCEPTATION EN 48 HEURES
Financement de tout genre, 1ère et 2e hypothèques, fond de roulement, 252-1932.

AUX PROPRIÉTAIRES VENDEURS
Nous achetons, vendons et finançons des propriétés commerciales, industrielles, résidentielles ainsi que fonds de commerces. Ouvert à la négociation. 383-1883.

DEMANDE \$250,000
sur bâtisse commerciale en 1re hypothèque, revenu substantiel, situation stratégique, valeur bâtie \$700,000.
465-9915 672-2897

PRETS 1re et 2e et temporaire, ville, banlieue, privé, 254-3464.
1RE 2e hypothèque, résidentielle, commerciale, industrielle, machinerie lourde, etc., voir: 649-4486.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

Boulangerie-charcuterie-pâtisserie Site de premier choix. Situé dans Montréal et environs. Excellent placement. Franchises disponibles. M. Gauthier: 364-6990.

ÉCHANGEZ votre condo, Hôte des 1ers, valeur \$100,000 pour commerce établi à Montréal ou unité de motels et condos en Floride, 682-2559.

ÊTES-VOUS sérieusement intéressé à faire de l'argent? 695-3096.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FINANCEMENT disponible, avances sur comptes recevables, chèques post-datés. 747-0706.

FRANCHISE, achetez un puits St. André, eau source, 1er, payant, min. \$5,000. (418) 658-2598.

RECHERCHE associée, manufacturier de matériels gonflables pour nouveau produit plus intéressant. Contacter Les Entreprises S.R. Inc. 468-4744.

RESTAURANT
OCCASION FANTASTIQUE
\$500 pi. cor., entièrement équipé, récemment réaménagé par le feu, décoration à votre goût, prix d'achat, libre immédiatement. Gail: 376-7030, imm. Cantor.

VOUS êtes intéressé à former une compagnie de production musicale "nouveau genre"? S'intéressez au spectacle musical actuel, musique de chambre, musique de film et théâtre. Quelque soit votre champ d'action: communications, gestion, administration, publicité, technique de scène, etc., contactez Michel Langevin, 277-4564.

712 ASSOCIÉS DEMANDES

ASSOCIÉ investisseur minimum \$25,000, club vidéo, 861-3693 Michel.

ASSOCIÉS intéressés à investir dans futur centre professionnel, rive nord. Int: D. Lalande 671-6660.

BOULANGERIE de décoration, nettoyage à sec, magasin de coupons et de droperies, crème glacée, 679-7647 Marcel C.F.

714 FRANCHISES

JOIGNEZ-VOUS ou franchisez MENAGE-AIDE. Le concept d'entretien ménager résidentiel à visite régulière. Entraînement complet et assistance continue. Capital investi de \$17,000. M. Gilbert 871-9233.

REJOIGNEZ un marché d'articles d'occasion de plusieurs milliers, \$12,500 pour pouvoir avoir une exploitation clé en main informatisée. Secteurs limites disponibles. composez maintenant 626-0742.

S.A.Q. - COOP.
Recherchez clients ou des S.A.Q. Capital initial \$7,000. 584-3768.

715 SERVICES FINANCIERS

Financement hypothécaire sur immeubles résidentiels, commerciaux, industriels. Financement commercial, création de fonds de commerce, expansion, redressement, subvention. Commission seulement. 383-1883.

ADMINISTRATION PROFESSIONNELLE immobilière à revenu, conciergerie, condo, franchise à long & court terme, confidentialité respectée. Pour info: 448-6662.

AVONS préteurs disponibles pour financements de tous genres, et de plus 1ère, 2e hypothèque, achat balance de vente et chèques post-datés. 465-0449.

FINANCEMENT disponible pour projet, commerce, industrie, résidentiel, marge de crédit, A. Girard, 866-0712.

FONDS pour commerce, industrie, affaires, opportunités, etc. Denon Mfg: 342-1356.

725 TENUE DE LIVRES

DECLARATIONS D'IMPÔT
COMPTABILITÉ de petites entreprises à rapport d'impôts. P. Desnoyers, 445-0385.

COMPTABILITÉ PME, professionnels, fiscalité, testaments, impôts. Carole Pilon, 351-6878.

726 INFORMATIQUE BUREAUTIQUE

SERVICE informatisé de comptabilité, de traitement de textes, d'inventaires et de bases de données. Luc Sauvageau, 677-6723.

718 ARGENT DEMANDE

MONTRÉAL \$10,000, 2e hypothèque désirée, 16%, 3 ans, 691-3292.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

285-7111
INTERURBAN SANS FRANCHISE
1-800-361-8013

ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

LA BOURSE

Les bourses enregistrent un recul général

■ La tendance s'est à nouveau affaiblie hier à Wall Street dans un marché modérément actif.

L'indice Dow Jones des industrielles a perdu 4,60 à 1,313,84.

Quelque 102 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des baisses a dépassé celui des hausses: 818 contre 732. 474 titres ont été inchangés.

Les analystes sont divisés en ce qui concerne l'évolution de l'économie et ses répercussions sur les taux d'intérêt et sur la bourse. Certains prévoient une relance des affaires au deuxième semestre, ce qui éloignera la nécessité d'une relâche du crédit par la Réserve fédérale. D'autres estiment en revanche que l'économie demeurera faible et incitera la Fed à favoriser de nouvelles baisses des taux d'intérêt.

En raison de ces incertitudes, de nombreux investisseurs ont pris leurs bénéfices dans l'attente des statistiques sur la production industrielle et sur les ventes au détail que le gouvernement doit publier vers la fin de la semaine, ont indiqué les agents de change.

Quatrième baisse d'affilée à Montréal

La bourse a subi hier une quatrième baisse d'affilée, l'indice général du marché ayant encore cédé 0,52 point pour finir la journée à 132,96.

Le volume des échanges a grossi pour atteindre 2 934 145 actions, comparativement à 2 194 331 le jour précédent.

Les valeurs pétrolières ont perdu 1,39 à 128,08, les industrielles 1,15 à 111,79, les minières 1,05 à 117,04, les services publics 0,39 à 140,24 et les forestières 0,13 à 135,82, tandis que les bancaires prenaient une avance de 0,46 à 137,01.

Le titre Power Financial Corp., en hausse de 1/8 à \$27 1/8 s'est traité à 501 100 exemplaires.

Northern Telecom a perdu 1/4 à \$49 1/4, Rio Algom 1/4 à \$21 1/4, Hiram Walker 1/4 à \$30 1/4, Long Lac Minerals 1/4 à \$27 1/4 et Banque royale 1/4 à \$30 1/4.

Banque nationale Wt O a gagné 2 1/4 à \$102 1/4, Provigo 1/4 à \$22 1/4, Banque de Montréal 1/4 à \$29 1/4 et Teck Corp. B 1/4 à \$13 1/4.

On dénombre finalement 105 titres gagnants, 135 perdants et 102 stables.

La tendance s'est confirmée à la baisse à Toronto

La tendance à la baisse s'est poursuivie à la bourse de Toronto. L'indice composé a cédé 6,45 points, à 2717,24 au terme d'une séance animée.

Les changes ont porté sur 11,72 millions d'actions au lieu de 10,14 millions lundi.

Parmi les industrielles, Nova Alberta a perdu 1/4 à \$6 1/4, Imperial Oil 1/4 à \$49 1/4, Northern Telecom 1/4 à \$49 1/4, Canadian Pacific Ltd 1/4 à \$21 1/4 et CDC Life Sciences 1 à \$24 1/4. Wardair International gagne 1 1/4 à \$23 1/4, Rogers Cablestems 1 1/4 à \$11, Sobeys Stores 1 à \$28, Canada Trustco Mortgage 1/4 à \$37 1/4, Laidlaw B 1/4 à \$13 1/4 et Bank of Montreal 1/4 à \$29 1/4.

Dans les mines, Echo Bay gagne 1/4 à \$14 1/4, Placer Development 1/4 à \$23 1/4 et Madeleine Mines 19 cents à 65 cents. Terra Mines cède 10 cents à \$2.

Dans les pétroles, Numac Oil and Gas gagne 1/4 à \$12 1/4 et Altex Resources 13 cents à \$1,30. Coho Resources A abandonne 15 cents à \$2,10.

Le FMI approuve le programme d'ajustement économique de l'Argentine

■ WASHINGTON (AFP) —

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé officiellement hier que son directeur, M. Jacques de Larosière, avait approuvé le nouveau programme d'ajustement économique négocié avec l'Argentine et qu'il allait, dans ces conditions, demander au Conseil exécutif de cette institution de l'approuver.

L'approbation du Conseil exécutif, at-

tendue d'ici 4 à 6 semaines, réactivera ipso facto le crédit stand-by de 1,4 milliard de dollars que le FMI avait ouvert à la fin de l'an dernier en faveur de l'Argentine, mais avait dû suspendre en mars, ce pays n'ayant pas tenu certains engagements économiques et financiers pris envers le FMI.

Les observateurs américains ont noté que l'approbation,

par M. de Larosière, du nouveau programme argentin a suivi de quelques heures l'annonce à Buenos Aires d'une forte dévaluation du peso argentin, donnant à penser que cette dévaluation était une condition de l'approbation par le FMI du plan argentin. Cette approbation a été à son tour aussitôt suivie de la publication, à New York, d'un communiqué par le comité des banques étrangères créditrices de l'Argentine in-

diquant que celles-ci allaient désormais pouvoir "progresser rapidement" vers la finalisation de nouveaux crédits en faveur de ce pays, d'un montant de 4,2 milliards de dollars.

Théoriquement, l'annonce de l'approbation par la direction du FMI du nouveau plan argentin d'ajustement économique aurait dû être suivie de peu par celle de l'octroi, par les États-

Unis et par un certain nombre d'autres pays européens et latino-américains, d'un crédit-relais de quelque 450 millions de dollars à l'Argentine.

Le but de ce crédit-relais est essentiellement d'aider l'Argentine à régler d'urgence des arriérés d'intérêt aux banques étrangères, arriérés qui atteignent actuellement près de 1,2 milliard de dollars.

De source autorisée

américaine, on précisait toutefois hier qu'en raison de la participation d'un certain nombre de pays au montage de ce crédit, les négociations à son sujet se trouvent compliquées et ne pourront en conséquence sans doute aboutir avant quelques jours.

La lenteur de ces négociations qui se déroulent principalement à Washington mais aussi à Bâle en

marge de l'assemblée annuelle de la Banque des règlements internationaux (BRI), n'est pas sans créer un certain agacement dans les milieux gouvernementaux américains, donne-t-on à entendre de source informée.

La dette extérieure de l'Argentine s'élève à quelque 48 milliards de dollars. Sur ce total, 25 milliards représentent des prêts consentis par des banques étrangères.

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

			Variation en % par rapport à l'année précédente	Variation en % par rapport à l'année précédente
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (1971=100)	mars	153,8	0,33	4,48
Production industrielle (1971=100)	mars	143,0	-0,63	4,00
Exportations (\$millions)	mars	10 374,4	7,57	15,99
Importations (\$millions)	mars	8 147,4	2,63	8,10
Expéditions des fabricants (\$millions)	déc.	19 860,4	2,83	10,36
Stocks des fabricants (\$millions)	déc.	33 681,8	1,47	8,32
Commandes des fabricants (\$millions)	déc.	20 008,7	3,13	11,44
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	avril	151,0	17,05	17,97
Permis de const. (\$millions)	mars	1 281,1	4,60	16,72
Ventes au détail (\$millions)	mars	10 561,5	3,38	13,05
Ventes d'automobiles (unités)	avril	9 565,3	3,72	23,45
REVENUS ET SALAIRES				
Gains hebdo. moyens (\$)	mars	414,20	0,37	3,28
Revenu du travail (\$millions)	fév.	20 177,4	-0,04	7,06
EMPLOI				
Emplois (milliers)	mai	11 324	0,62	3,49
Chômeurs (milliers)	mai	1 322	-3,64	-8,26
Taux de chômage au Canada (%)	mai	10,5	10,9	11,6
Taux de chômage au Québec (%)	mai	11,8	12,0	13,1
PRIX				
IPC* (1981=100)	avril	126,2	0,40	3,87
Prix de vente dans l'industrie* (1971=100)	avril	317,8	0,06	2,35
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	mai	29 307	0,59	-0,05
Prêts généraux (\$millions)	mai	122 023	-0,36	7,58
Taux d'escompte*	avril	9,8	11,2	10,8

Données trimestrielles

			Variation en % par rapport à l'année précédente	Variation en % par rapport à l'année précédente
Comptes nationaux (en milliards de dollars)				
Consommation (dollars 1971)	1	88,9	1,13	3,38
Immobilisations	1	28,2	0,86	1,82
résidentielles	1	5,8	4,80	5,80
non-résidentielles	1	11,6	-0,17	1,32
Gouvernement	1	24,9	1,02	3,33
Exportations	1	44,3	0,62	9,49
Importations	1	43,1	4,51	7,03
PNB	1	144,7	0,91	4,18
Revenus personnels (dollars nominaux)	1	382,2	1,99	9,44
Bénéfices avant impôts (dollars nominaux)	1	41,8	1,88	7,46
Balance des paiements (en millions de dollars)				
Balance commerciale	1	5 402	-7,33	20,89
Balance des services	1	-4 752	-4 643	-4 385
Balance courante	1	6,50	1 186	0,80
Capitaux à court terme*	1	5,92	2,72	0,95
Capitaux à long terme*	1	7,03	1,99	1,14

* données non-désaisonnalisées
(Information: 514-283-5725)

Duhaime harmonisera son budget à celui de Wilson

■ QUÉBEC (PC) — Le ministre des Finances, M. Yves Duhaime, annoncera sous peu en Chambre les mesures qu'il entend prendre pour harmoniser le budget du Québec avec les mesures annoncées dans le budget fédéral.

« Il y a toujours harmonisation après un budget fédéral », a rappelé M. Duhaime. Les mesures fédérales avec lesquelles le Québec doit harmoniser son budget sont notamment les exemptions sur les gains de capital et le Régime enregistré d'épargne logement.

Comme la première mesure est rétroactive au 1er janvier dernier on ne peut attendre à l'automne pour prendre des décisions, a-t-il déclaré hier aux journalistes.

Il nous faut prendre des décisions rapidement, et elles seront annoncées en Chambre avant la suspension de ses travaux, le 21 juin.

« Sur le fond des choses, je n'ai pas terminé mes consultations. Mais j'ai l'impression que ma marge de manoeuvre est plutôt restreinte. »

M. Duhaime a déclaré qu'il n'était pas prêt à dire dans quelle direction iront ses décisions ni si Québec allait harmoniser son budget avec toutes les mesures du budget Wilson.

Conférencier hier au congrès de l'Associa-

tion des courtiers en valeurs mobilières, M. Duhaime a énuméré les grandes mesures du dernier budget du Québec et discuté du décloisonnement des institutions financières. Il a ensuite donné une brève conférence de presse.

M. Duhaime a souligné les efforts du gouvernement pour amener l'impôt des Québécois à un niveau comparable à celui des provinces voisines.

De 1977 à 1981, le fardeau fiscal supporté par chaque Québécois comparativement à celui de l'Ontarien a été réduit de 20,1 p. cent à 8,4 p. cent. Les mesures prises par le gouvernement pour combattre la récession tout en maintenant le déficit à un niveau acceptable ont suspendu temporairement ces efforts.

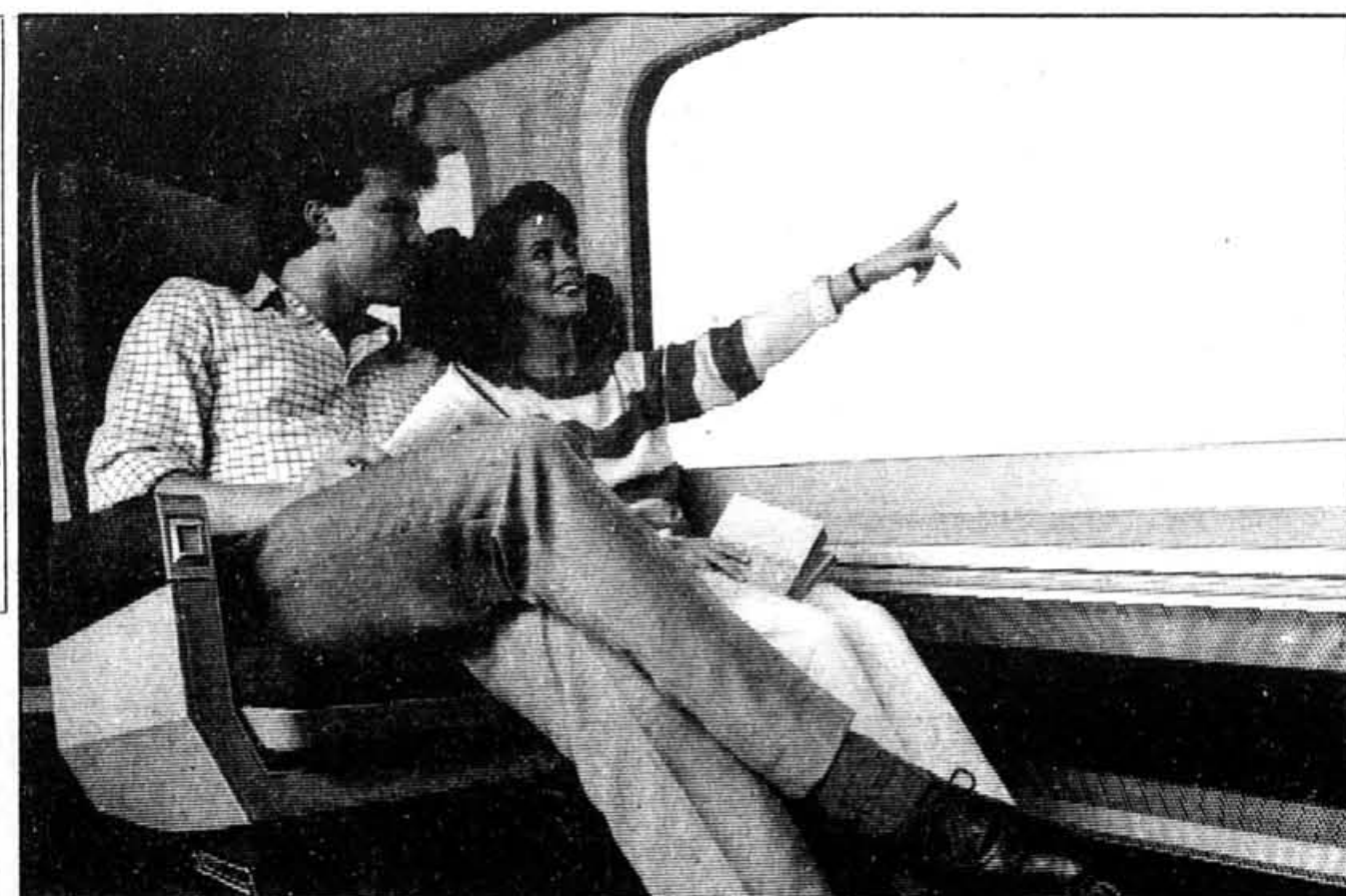
Mais en 1984, le fardeau additionnel supporté par le citoyen du Québec comparativement au citoyen ontarien était de 9 p. cent alors que la différence était de plus de 20 p. cent quand le gouvernement Lévesque a pris le pouvoir, a noté le ministre.

Lors du dernier budget, d'importants changements ont été annoncés dans la table d'impôt afin de la rendre plus compatible avec cet objectif. C'est aussi pour rendre les systèmes d'impôt plus compétitifs qu'ont été abolis l'impôt sur les successions et sur les dons, a-t-il noté.

AGENCES W. PELLETIER (1980) INC.



BRUNO SANSSOUCI **MICHEL LEGAULT**
M. Gilles Bourdage, président-directeur-général des Agences W. Pelletier (1980) Inc., un des plus importants grossistes en quincaillerie de sécurité au Québec, est heureux d'annoncer les nominations de M. Bruno Sanssouci au poste de vice-président et directeur des ventes et de M. Michel Legault à celui de secrétaire-trésorier et directeur de la division industrielle.



La magie du train. Destination Ottawa ou Québec en tout confort.

Découvrez le plaisir et le confort des voyages en train grâce à VIA Rail. Installez-vous à votre aise, profitez de la gamme des services offerts, de l'espace et du temps à votre disposition pour lire, travailler, converser ou tout simplement relaxer. Et, vous voyagez rapidement. Tout un monde de confort et de détente s'offre à vous. N'attendez plus! Prenez le train! Communiquez avec votre agent de voyages ou avec VIA Rail, 24 heures par jour, au 871-1331.

De Montréal à Ottawa	aller et retour dans la même journée, à partir de
- jusqu'à 5 trains par jour. - arrivez détendus en aussi peu qu'1 heure 59 minutes. - la première classe VIA 1, un grand classique à votre portée!	23\$
De Montréal à Québec (Sainte-Foy)	aller et retour dans la même journée, à partir de
3 trains Rapido par jour. - arrivez détendus en aussi peu que 2 heures 35 minutes. - la première classe VIA 1, un grand classique à votre portée!	32\$

Certaines conditions s'appliquent. Renseignez-vous.



Venez vivre la magie des voyages en train.



PLANIFICATION ET SYSTÈME DE BUREAUX FUTURIC

1401, Légende ouest 381-8861

Veuillez prendre note que la photo apparaissant dans notre dépliant numéro 40, à la page 2 pour la série PANNEAUX n'est pas la bonne photo.

Nous nous excusons de l'inconvénient.

IMMEUBLES LOCATIFS EN BÉTON

BOIS DE BOULOGNE
8 logements
seulement 5 unités disponibles

254-7555

CONSTRUCTION
SERGE D'ALLAIRE ASSOCIÉS INC.

IMMEUBLES LOCATIFS RUE STE-CATHERINE

8 ou 9 logements
seulement quelques unités disponibles

254-7555

CONSTRUCTION
SERGE D'ALLAIRE ASSOCIÉS INC.



CRÉDIT LYONNAIS CANADA

ÉTAT CONSOLIDÉ PÉRIODIQUE DES REVENUS
(en milliers de dollars)

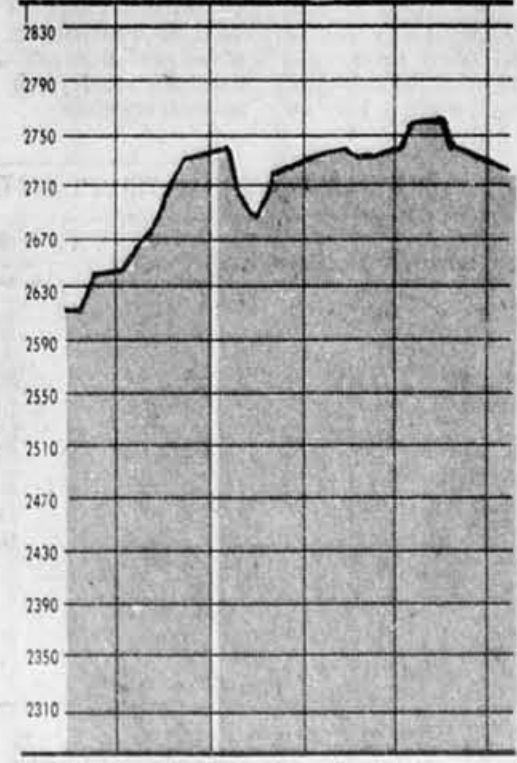
	Pour le trimestre se terminant le	Pour le trimestre se terminant le	Pour la période se terminant le	Pour la période se terminant le
	Exercice cours 30-04-85	Exercice précédent 30-04-84	Exercice cours 30-04-85	Exercice précédent 30-04-84
REVENU D'INTÉRÊTS				
Revenu de prêts à l'exclusion des baux	14,018	11,517	28,699	24,244
Revenu de valeurs mobilières	1,585	2,302	4,079	5,075
Revenu de dépôts à d'autres banques	2,601	3,877	5,833	7,616
Total du revenu d'intérêts, dividendes compris	18,204	17,696	38,611	36,935
FRAIS D'INTÉRÊTS				
Intérêts sur les dépôts	15,558	15,047	33,551	31,883
Intérêts sur les débiteurs bancaires	433	436	897	873
Intérêts sur les engagements autres que les dépôts	25	78	64	229
Total des frais d'intérêts	16,016	15,561	34,512	32,985
Revenus net d'intérêts	2,188	2,135	4,099	3,950
Provision pour pertes sur prêts	650	557	1,250	1,037
Revenu net d'intérêts après provision pour pertes sur prêts	1,538	1,578	2,849	2,913
Autres revenus	1,742	1,276	2,740	1,902
Revenu net d'intérêts et autres revenus	3,280	2,854	5,589	4,815
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS				
Salaires	673	610	1,389	1,224
Contributions aux caisses de retraites et autres prestations au personnel	59	56	112	107
Frais de locaux matériel et mobilier amortissement compris	335	357	687	717
Autres frais	491	609	1,131	1,201
Total des frais autres que d'intérêts	1,558	1,632	3,319	3,249
REVENU NET AVANT PROVISION POUR IMPÔTS SUR LE REVENU	1,722	1,222	2,270	1,566
PROVISION POUR IMPÔTS SUR LE REVENU	763	587	999	752
REVENU NET	959	635	1,271	814

MONTRÉAL - TORONTO - CALGARY

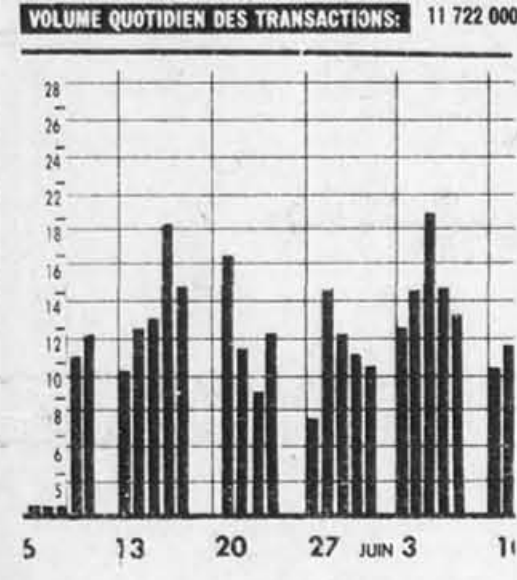
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Indice composite 300 titres



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 11 722 000



INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Value, and Change. Includes indices like 300 COMPOSE, SERV. FINANCIERS, MINES ET METAUX, PETROLES ET GAZ, and INDUSTRIEL.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

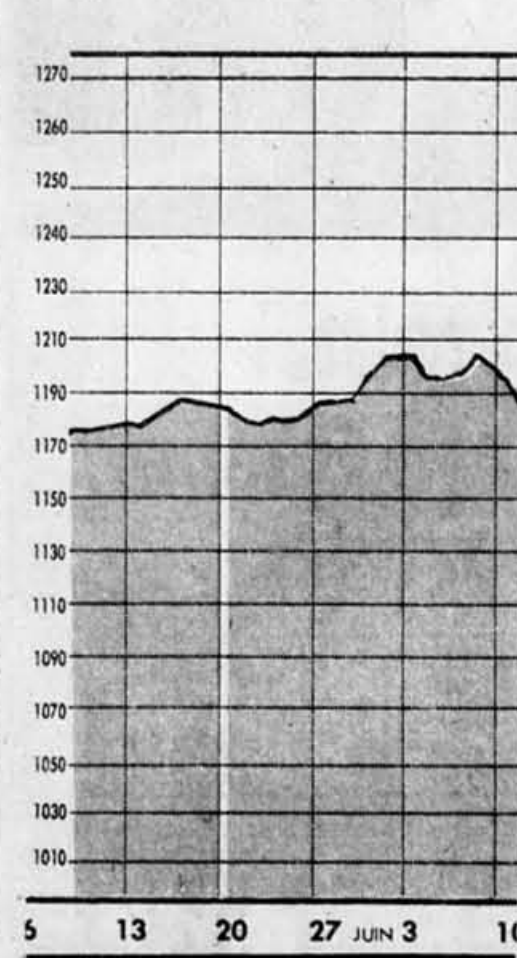
VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VANCOUVER

INDICE GENERAL

Fermeture 1188 05



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 9 900 000

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

VALEURS VENTES HOUT BOIS FORM. NET

Table of stock prices for various companies in the lumber and wood products sector, including Alcan, Brierley, and others.

LA BOURSE EN BREF

MONTREAL				TORONTO				NEW YORK			
Volume:	Mardi	Lundi		Volume:	Mardi	Lundi		Volume:	Mardi	Lundi	
2 934 000	2 934 000	2 934 000		11 722 000	11 722 000	11 722 000		102 710 000	102 710 000	102 710 000	
2 194 000	2 194 000	2 194 000		10 146 000	10 146 000	10 146 000		87 940 000	87 940 000	87 940 000	
Faites saillants:				Faites saillants:				Faites saillants:			
Mardi	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Lundi
Actions trans.	342	346		Actions trans.	1 006	+977		Actions trans.	2 022	2 001	
Gains	105	80		Gains	287	237		Gains	732	629	
Pertes	135	167		Pertes	381	421		Pertes	810	899	
Inchangées	102	99		Inchangées	338	319		Inchangées	480	473	
Hauts 85	25	20		Hauts 85	56	44		Hauts 85	116	99	
Bas 85	4	11		Bas 85	9	8		Bas 85	19	18	

Valeurs les plus actives				Valeurs les plus actives				Valeurs les plus actives			
Volume	Valeurs	Ferm.	Var.	Volume	Valeurs	Ferm.	Var.	Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
501 100	Power Fin.	27 1/2	+	902 340	LFP Holdings	5 1/2	inch.	30 000	1302.81	1300.02	-4.80
166 200	Can. Util.-E.	22 1/2	+	385 041	Canada Tr.Co	37 1/2	+	20 1	654.26	652.44	-2.46
97 657	Pdov	26 1/2	+	279 821	Laidlaw-B.	13 1/2	+	15 5 P	163.57	164.85	+1.28
91 605	B.C. Forest	9	-	178 974	Rogers C-B	13 1/2	+	65 Comp	544.59	541.18	-3.41
66 900	Irwin Toy	6 1/2	-	151 895	Bk.N.Scotia	13 1/2	+				

Juniors / Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.	Volume	en cents	Ferm.	Var.	Volume	en cents	Ferm.	Var.
223 500	Dynamic Mines	135	+0.55	128 133	Conho Res.-A	2.10	-	500 compose	189.61	188.78	-0.47
166 500	Abitibi Asb.	22	inch.	127 467	C.Marbenor	1.15	-0.45	480 Industries	209.69	208.89	-0.48
41 000	Ladoboro	365	+0.05	99 900	Nucom O&G	12 1/2	+	20 Transp.	167.65	166.21	-1.23
15 000	Ormico Exp.	17	-0.1	98 385	Dome Mines	10 1/2	inch.	15 Sr. publique	86.59	86.23	-0.20
14 500	Barex Inc.	40	+0.4	83 120	Total Pete	15 1/2	-	40 Finances	23.20	23.10	-0.06

INDICES DOW JONES

Voltaire, Ventes, Nord, Sud, Est, Ouest										ch.	Voltaire, Ventes, Nord, Sud, Est, Ouest										ch.
Flix Inc										10.20	nCashFund										3.05
Dividend										9.99	nFoodFund										5.25
Power Corp										10.03	ynAggressiv										30.28

Gorbatchev trace les grandes lignes de sa réforme économique

Plusieurs responsables pourraient être remplacés

■ MOSCOU (AFP) — Modernisez, économisez, inventez : Mikhaïl Gorbatchev a assigné, hier, cette triple tâche aux responsables de l'économie soviétique afin que leur énorme machine vétuste devienne un exemple d'organisation et d'efficacité pour le monde entier.

Dans un discours fleuve prononcé au comité central du Parti communiste, devant l'ensemble de la direction, hormis son ancien rival Grigori Iavlinskii, le secrétaire général a vertement fait comprendre qu'il ne tolérerait aucune opposition à ces mesures urgentes de redressement économique.

Je pense que nous ne sommes pas des compagnons de route de ces responsables, a-t-il en effet déclaré,

selon le texte intégral diffusé par l'agence TASS, après avoir nommé deux ministres et certains autres qu'il n'a pas nommés.

Les responsables des départements des constructions mécaniques pour l'élevage et les fourrages ainsi que de l'industrie des matériaux de construction, Konstantin Belyak et Alexei Yachine, tous deux nommés du temps de Leonid Brejnev (aujourd'hui critiqué pour son laxisme), se sont rendus coupables, a-t-il dit, d'avoir voulu entraîner à nouveau le pays dans des dépenses énormes et injustifiées. La carrière de ces deux ministres apparaît compromise à très brève échéance. Certains autres ministères et départements ont essayé les mêmes criti-

ques, ce qui donne à penser que la purge pourrait atteindre plusieurs autres responsables.



M. Mikhaïl Gorbatchev a lancé hier les grandes idées d'un renouveau économique pour l'URSS.

Les trois grands leviers d'action, pour le

secrétaire général, sont la modernisation de l'appareil de production, les économies de ressources et le rôle de la science.

Une part considérable de l'appareil de production est devenue obsolète, a-t-il déclaré, et si les méthodes anciennes de gestion sont hélas tenaces, il convient dorénavant de moderniser plutôt que de construire de nouvelles infrastructures industrielles. La part des investissements consacrés à ce secteur doit passer d'un tiers actuellement à la moitié au moins

dans les prochaines années.

L'économie des ressources devrait être l'un des principaux axes de la politique d'investissement car, à titre d'exemple, rien que le fait de ne pas avoir converti les camions au diesel fait perdre 8 millions de tonnes d'essence tous les ans. Pour cela, les investissements doivent en outre être conformes à certaines priorités : ainsi dans l'agriculture, ils ont atteint des dimensions maximales, alors que les résultats restent insuffisants.

La recherche scientifique

La science enfin doit être à l'origine de la chaîne science-technologie-production, et il s'agit au premier chef de renforcer la recherche fondamentale et d'accroître le rôle de l'Académie des sciences ainsi que de révaloriser l'image des chercheurs et des ingénieurs.

Grâce à cette triple action, l'économie soviétique devrait produire des biens de qualité, un domaine dans lequel elle reste vulnérable, a-t-il estimé. Pour y arriver, a-t-il ajouté, il faut renforcer l'influence du consommateur.

La réalisation de ces objectifs passe par une profonde restructuration de la planification et de la gestion qui consolide le centralisme démocratique, c'est-à-dire le principe des ordres venus d'en haut, tout en élargissant l'indépendance et la responsabilité des entreprises.

Madrid et Lisbonne signent aujourd'hui leur entrée à la CEE

■ BRUXELLES — (Reuters) — Madrid et Lisbonne signent aujourd'hui le traité d'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE), en dépit d'une campagne de l'opposition conservatrice en Espagne et à la veille de la dissolution officielle du cabinet de coalition au Portugal.

La première cérémonie aura lieu dans la matinée dans la capitale portugaise. Les délégations de la communauté se rendront ensuite à Madrid pour une soirée de gala, à laquelle assistera le roi Juan Carlos, un des maîtres d'œuvre du retour de l'Espagne à la démocratie.

Les chefs de gouvernement italien, danois, belge, irlandais et néerlandais assisteront aux cérémonies. Les autres pays membres de la CEE seront représentés par leurs ministres des Affaires étrangères. La France sera représentée par le premier ministre, M. Laurent Fabius.

De source diplomatique communautaire, on indique que les problèmes du marché commun risquent d'être modifiés par l'arrivée de deux pays méditerranéens. « A partir de maintenant,

on va parler davantage de tomates et un peu moins de harengs », a déclaré un diplomate en poste à Bruxelles.

Il est clair cependant que la rivalité agricole entre la France, l'Italie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal empêchera la création d'un front uni des pays méditerranéens.

Retrait de Soares

A Lisbonne, la signature du traité d'adhésion à la CEE sera le dernier acte officiel du gouvernement du premier ministre socialiste Mario Soares. Les ministres sociaux-démocrates doivent se retirer de la coalition demain, jeudi.

Le dirigeant du parti social-démocrate (psd), M. Anibal Cavaco Silva, a choqué ses partenaires socialistes la semaine dernière en annonçant le retrait de la coalition gouvernementale des membres de son parti à la suite d'un désaccord au sein du cabinet sur les réformes agraires et industrielles proposées par le psd.

Le parti communiste (pcp) a demandé que la cérémonie de signature du traité d'adhésion soit reportée en raison de la crise politique.

NOMINATION À LA BANQUE ROYALE DU CANADA



Arden R. Haynes

La Banque Royale du Canada annonce la nomination de Monsieur Arden R. Haynes, de Toronto (Ontario), à son conseil d'administration. M. Haynes est président du conseil, président et chef de la direction de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée.



Paul Pelletier

CASCADES INC. annonce la nomination de M. Paul Pelletier au poste d'administrateur de la compagnie. M. Pelletier agit depuis 1983 comme directeur général de Cascades (East Angus) Inc. et Cascades (Jonquière) Inc. deux des filiales de Cascades Inc. Auparavant M. Pelletier a occupé successivement des postes de direction dans de grandes entreprises canadiennes du secteur des pâtes et papier, de même qu'au sein d'une entreprise de produits hygiéniques, particulièrement C.I.P. Johnson & Johnson et Domtar.

FIDUCIE PRÊT ET REVENU Dividende no 84

Avis est donné que le Conseil d'Administration de FIDUCIE PRÊT ET REVENU a déclaré un dividende de 0.20 cent par action classe «A» payable le 17 juin 1985 aux actionnaires enregistrés dans les livres de la compagnie le 10 juin 1985.

ROBERT ARCHER
Secrétaire
Québec, le 12 juin 1985.

FRUITS/LÉGUMES

(PC) — Voici les prix des fruits et légumes:

Fruits
Pommes McIntosh, atmosphère contrôlée: 12x3 lb ou 9x4 lb, au détailant, \$12.50, au grossiste, \$8.94; 8x5 lb, au détailant, \$13.00, au grossiste, \$11.38; Cell pack, grosseur 120, au détailant, \$16.00, au grossiste, \$14.00; Cell pack, grosseur 140, au détailant, \$14.00, au grossiste, \$12.25; 4x4 pintes, au détailant, \$9.00, au grossiste, \$7.88; minot en vrac, au détailant, \$9.50, au grossiste, \$8.31.

Pommes Cortland, atmosphère contrôlée: 12x3 lb ou 9x4 lb, au détailant, \$11.50, au grossiste, \$10.06; 8x5 lb, au détailant, \$12.00, au grossiste, \$10.50; Cell pack, grosseur 120, au détailant, \$15.00, au grossiste, \$13.13; Cell pack, grosseur 140, au détailant, \$13.00, au grossiste, \$11.38; 4x4 pintes, au détailant, \$8.00, au grossiste, \$7.00; minot (envrac) au détailant, \$8.50, au grossiste, \$7.44.

Régions à plus de 290 km de Montréal: ajoutez \$0.50. Une allocation de transport de \$0.35 est allouée aux détaillants qui vont chercher les pommes chez le producteur ou l'emballleur.

Ces prix sont fournis par le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec.

Légumes

Prix de gros aux détaillants dans la région de Montréal, tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.

Asperges: \$45.35 la caisse de 30 lb; \$21.85 la caisse de 20 lb.

Betteraves: moyennes, \$5.50 à \$6.00 le sac de 12 sachets de 2 lb; \$5.00 le sac de 25 lb.

Choux rouges: \$6.10 à \$6.25 la caisse de 12 unités.

Ciboulles: \$4.65 à \$5.75 la dz de paquets.

Endives: \$8.25 à \$9.05 la caisse de 5 lb.

Epinards: \$6.50 à \$7.50 les 12 pds de 10 on.

Laitue Boston: \$8.00 la caisse de 12 unités.

Laitue frisée: \$5.50 à \$6.50 la caisse de 24 unités.

Laitue romaine: \$6.35 à \$7.50 la caisse de 16 unités.

Oignons à bouillir, 10 lb, \$0.90 à \$1.00.

Oignons jaunes: moyens, \$4.35 à \$5.25 le sac de 50 lb; \$5.50 à \$6.25 24 sacs de 2 lb.

Oignons verts: \$10.25 à \$10.65 la caisse de 4 doz.

Panais: \$6.50 à \$6.90 pour 12 sacs de 1 lb.

Radis: \$5.25 à \$5.75 les 3 doz de pds.

Radis: \$4.40 à \$5.25 la caisse de 30 pds de six onces.

Rhubarbe: \$2.50 à \$3.00 la botte de 12 pds.

Rutabaga: moyen, \$7.25 à \$7.50 le sac de 50 lb.

Pommes de terre: \$5.90 le sac de 50 lb, brossées, \$2.30 à \$2.75 sac de 20 lb brossées; brossées, 5 sacs

de 10 lb, \$6.35 à \$7.25; lavées, 10 sacs de 5 lb, \$8.40.

Pommes de terre rouges: 10 sacs de 5 lb, \$7.50 à \$8.50; 5 sacs de 10 lb, \$6.50 à \$8.00.

Sirap d'érable pur: \$23.35 à \$26.00 les 8 canettes de 540 ml.

LES GRAINES

WINNIPEG (CONTRATS EN TONNES)

MARCHÉ À TERME

UN
Jul. 349.00 350.00 348.50 349.10 351.80
Ago. 355.00 356.00 355.50 357.00 358.30
Sep. 360.00 361.00 360.50 361.50 362.80
Oct. 370.00 371.00 370.50 371.50 372.80
Nov. 380.00 381.00 380.50 381.50 382.80
Dec. 390.00 391.00 390.50 391.50 392.80
Jan. 400.00 401.00 400.50 401.50 402.80
Feb. 410.00 411.00 410.50 411.50 412.80
Mar. 420.00 421.00 420.50 421.50 422.80
Avr. 430.00 431.00 430.50 431.50 432.80
Mai 440.00 441.00 440.50 441.50 442.80
Juin 450.00 451.00 450.50 451.50 452.80
Juillet 460.00 461.00 460.50 461.50 462.80
Août 470.00 471.00 470.50 471.50 472.80
Sept. 480.00 481.00 480.50 481.50 482.80
Oct. 490.00 491.00 490.50 491.50 492.80
Nov. 500.00 501.00 500.50 501.50 502.80
Dec. 510.00 511.00 510.50 511.50 512.80
Jan. 520.00 521.00 520.50 521.50 522.80
Feb. 530.00 531.00 530.50 531.50 532.80
Mar. 540.00 541.00 540.50 541.50 542.80
Avr. 550.00 551.00 550.50 551.50 552.80
Mai 560.00 561.00 560.50 561.50 562.80
Juin 570.00 571.00 570.50 571.50 572.80
Juillet 580.00 581.00 580.50 581.50 582.80
Août 590.00 591.00 590.50 591.50 592.80
Sept. 600.00 601.00 600.50 601.50 602.80
Oct. 610.00 611.00 610.50 611.50 612.80
Nov. 620.00 621.00 620.50 621.50 622.80
Dec. 630.00 631.00 630.50 631.50 632.80
Jan. 640.00 641.00 640.50 641.50 642.80
Feb. 650.00 651.00 650.50 651.50 652.80
Mar. 660.00 661.00 660.50 661.50 662.80
Avr. 670.00 671.00 670.50 671.50 672.80
Mai 680.00 681.00 680.50 681.50 682.80
Juin 690.00 691.00 690.50 691.50 692.80
Juillet 700.00 701.00 700.50 701.50 702.80
Août 710.00 711.00 710.50 711.50 712.80
Sept. 720.00 721.00 720.50 721.50 722.80
Oct. 730.00 731.00 730.50 731.50 732.80
Nov. 740.00 741.00 740.50 741.50 742.80
Dec. 750.00 751.00 750.50 751.50 752.80
Jan. 760.00 761.00 760.50 761.50 762.80
Feb. 770.00 771.00 770.50 771.50 772.80
Mar. 780.00 781.00 780.50 781.50 782.80
Avr. 790.00 791.00 790.50 791.50 792.80
Mai 800.00 801.00 800.50 801.50 802.80
Juin 810.00 811.00 810.50 811.50 812.80
Juillet 820.00 821.00 820.50 821.50 822.80
Août 830.00 831.00 830.50 831.50 832.80
Sept. 840.00 841.00 840.50 841.50 842.80
Oct. 850.00 851.00 850.50 851.50 852.80
Nov. 860.00 861.00 860.50 861.50 862.80
Dec. 870.00 871.00 870.50 871.50 872.80
Jan. 880.00 881.00 880.50 881.50 882.80
Feb. 890.00 891.00 890.50 891.50 892.80
Mar. 900.00 901.00 900.50 901.50 902.80
Avr. 910.00 911.00 910.50 911.50 912.80
Mai 920.00 921.00 920.50 921.50 922.80
Juin 930.00 931.00 930.50 931.50 932.80
Juillet 940.00 941.00 940.50 941.50 942.80
Août 950.00 951.00 950.50 951.50 952.80
Sept. 960.00 961.00 960.50 961.50 962.80
Oct. 970.00 971.00 970.50 971.50 972.80
Nov. 980.00 981.00 980.50 981.50 982.80
Dec. 990.00 991.00 990.50 991.50 992.80
Jan. 1000.00 1001.00 1000.50 1001.50 1002.80
Feb. 1010.00 1011.00 1010.50 1011.50 1012.80
Mar. 1020.00 1021.00 1020.50 1021.50 1022.80
Avr. 1030.00 1031.00 1030.50 1031.50 1032.80
Mai 1040.00 1041.00 1040.50 1041.50 1042.80
Juin 1050.00 1051.00 1050.50 1051.50 1052.80
Juillet 1060.00 1061.00 1060.50 1061.50 1062.80
Août 1070.00 1071.00 1070.50 1071.50 1072.80
Sept. 1080.00 1081.00 1080.50 1081.50 1082.80
Oct. 1090.00 1091.00 1090.50 1091.50 1092.80
Nov. 1100.00 1101.00 1100.50 1101.50 1102.80
Dec. 1110.00 1111.00 1110.50 1111.50 1112.80
Jan. 1120.00 1121.00 1120.50 1121.50 1122.80
Feb. 1130.00 1131.00 1130.50 1131.50 1132.80
Mar. 1140.00 1141.00 1140.50 1141.50 1142.80
Avr. 1150.00 1151.00 1150.50 1151.50 1152.80
Mai 1160.00 1161.00 1160.50 1161.50 1162.80
Juin 1170.00 1171.00 1170.50 1171.50 1172.80
Juillet 1180.00 1181.00 1180.50 1181.50 1182.80
Août 1190.00 1191.00 1190.50 1191.50 1192.80
Sept. 1200.00 1201.00 1200.50 1201.50 1202.80
Oct. 1210.00 1211.00 1210.50 1211.50 1212.80
Nov. 1220.00 1221.00 1220.50 1221.50 1222.80
Dec. 1230.00 1231.00 1230.50 1231.50 1232.80
Jan. 1240.00 1241.00 1240.50 1241.50 1242.80
Feb. 1250.00 1251.00 1250.50 1251.50 1252.80
Mar. 1260.00 1261.00 1260.50 1261.50 1262.80
Avr. 1270.00 1271.00 1270.50 1271.50 1272.80
Mai 1280.00 1281.00 1280.50 1281.50 1282.80
Juin 1290.00 1291.00 1290.50 1291.50 1292.80
Juillet 1300.00 1301.00 1300.50 1301.50 1302.80
Août 1310.00 1311.00 1310.50 1311.50 1312.80
Sept. 1320.00 1321.00 1320.50 1321.50 1322.80
Oct. 1330.00 1331.00 1330.50 1331.50 1332.80
Nov. 1340.00 1341.00 1340.50 1341.50 1342.80
Dec. 1350.00 1351.00 1350.50 1351.50 1352.80
Jan. 1360.00 1361.00 1360.50 1361.50 1362.80
Feb. 1370.00 1371.00 1370.50 1371.50 1372.80
Mar. 1380.00 1381.00 1380.50 1381.50 1382.80
Avr. 1390.00 1391.00 1390.50 1391.50 1392.80
Mai 1400.00 1401.00 1400.50 1401.50 1402.80
Juin 1410.00 1411.00 1410.50 1411.50 1412.80
Juillet 1420.00 1421.00 1420.50 1421.50 1422.80
Août 1430.00 1431.00 1430.50 1431.50 1432.80
Sept. 1440.00 1441.00 1440.50 1441.50 1442.80
Oct. 1450.00 1451.00 1450.50 1451.50 1452.80
Nov. 1460.00 1461.00 1460.50 1461.50 1462.80
Dec. 1470.00 1471.00 1470.50 1471.50 1472.80
Jan. 1480.00 1481.00 1480.50 1481.50 1482.80
Feb. 1490.00 1491.00 1490.50 1491.50 1492.80
Mar. 1500.00 1501.00 1500.50 1501.50 1502.80
Avr. 1510.00 1511.00 1510.50 1511.50 1512.80
Mai 1520.00 1521.00 1520.50 1521.50 1522.80
Juin 1530.00 1531.00 1530.50 1531.50 1532.80
Juillet 1540.00 1541.00 1540.50 1541.50 1542.80
Août 1550.00 1551.00 1550.50 1551.50 1552.80
Sept. 1560.00 1561.00 1560.50 1561.50 1562.80
Oct. 1570.00 1571.00 1570.50 1571.50 1572.80
Nov. 1580.00 1581.00 1580.50 1581.50 1582.80
Dec. 1590.00 1591.00 1590.50 1591.50 1592.80
Jan. 1600.00 1601.00 1600.50 1601.50 1602.80
Feb. 1610.00 1611.00 1610.50 1611.50 1612.80
Mar. 1620.00 1621.00 1620.50 1621.50 1622.80
Avr. 1630.00 1631.00 1630.50 1631.50 1632.80
Mai 1640.00 1641.00 1640.50 1641.50 1642.80
Juin 1650.00 1651.00 1650.50 1651.50 1652.80
Juillet 1660.00 1661.00 1660.50 1661.50 1662.80
Août 1670.00 1671.00 1670.50 1671.50 1672.80
Sept. 1680.00 1681.00 1680.50 1681.50 1682.80
Oct. 1690.00 1691.00 1690.50 1691.50 1692.80
Nov. 1700.00 1701.00 1700.50 1701.50 1702.80
Dec. 1710.00 1711.00 1710.50 1711.50 1712.80
Jan. 1720.00 1721.00 1720.50 1721.50 1722.80
Feb. 1730.00 1731.00 1730.50 1731.50 1732.80
Mar. 1740.00 1741.00 1740.50 1741.50 1742.80
Avr. 1750.00 1751.00 1750.50 1751.50 1752.80
Mai 1760.00 1761.00 1760.50 1761.50 1762.80
Juin 1770.00 1771.00 1770.50 1771.50 1772.80
Juillet 1780.00 1781.00 1780.50 1781.50 1782.80
Août 1790.00 1791.00 1790.50 1791.50 1792.80
Sept. 1800.00 1801.00 1800.50 1801.50 1802.80
Oct. 1810.00 1811.00 1810.50 1811.50 1812.80
Nov. 1820.00 1821.00 1820.50 1821.50 1822.80
Dec. 1830.00 1831.00 1830.50 1831.50 1832.80
Jan. 1840.00 1841.00 1840.50 1841.50 1842.80
Feb. 1850.00 1851.00 1850.50 1851.50 1852.80
Mar. 1860.00 1861.00 1860.50 1861.50 1862.80
Avr. 1870.00 1871.00 1870.50 1871.50 1872.80
Mai 1880.00 1881.00 1880.50 1881.50 1882.80
Juin 1890.00 1891.00 1890.50 1891.50 1892.80
Juillet 1900.00 1901.00 1900.50 1901.50 1902.80
Août 1910.00 1911.00 1910.50 1911.50 1912.80
Sept. 1920.00 1921.00 1920.50 1921.50 1922.80
Oct. 1930.00 1931.00 1930.50 1931.50 1932.80
Nov. 1940.00 1941.00 1940.50 1941.50 1942.80
Dec. 1950.00 1951.00 1950.50 1951.50 1952.80
Jan. 1960.00 1961.00 1960.50 1961.50 1962.80
Feb. 1970.00 1971.00 1970.50 1971.50 1972.80
Mar. 1980.00 1981.00 1980.50 1981.50 1982.80
Avr.

SELON LE PRÉSIDENT DE LA CSD

La semaine de 35 heures doit être liée à une augmentation de la productivité

■ La réduction de la semaine de travail, à 35 heures par exemple, doit aux yeux de la CSD être liée à une augmentation de la productivité. Son implantation doit faire l'objet de « recherche, de réflexion, de rationalité » et tenir compte des différences et besoins propres aux secteurs industriels touchés.

LISA BINSSE

Jean-Paul Hétu, président de la CSD, a indiqué hier au colloque du Conseil du patronat du Québec que, pour sa centrale, la réduction du temps de travail n'est pas un moyen pour libérer du temps de loisir, mais plutôt un outil collectif, un moyen parmi d'autres pour réaliser le plein emploi, pour réduire le chômage.

Le thème du colloque d'un jour était *La réduction généralisée des heures de travail avec compensation: possibilité ou utopie?*

M. Hétu estime que les expériences vécues, notamment en France et en Allemagne, démontrent que la semaine de 35 heures est un progrès qui a permis de maintenir et même de libérer des emplois. Même le patronat peut y gagner.

Réjean Parent, sous-ministre adjoint au Travail et directeur du Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, a rappelé dans son exposé qu'au cours du siècle il s'est produit une réduction généralisée des heures de travail avec compensation. Il a aussi soutenu que toute formule de réduction du temps de travail, et il y en a plusieurs, a des avantages « difficiles à mesurer, mais non moins réels ».

Au niveau social et micro-économique, une réduction du temps de travail, même si cela peut signifier une légère baisse de revenu, provoque une amélioration de la qualité de vie des salariés puisqu'ils disposent ainsi de plus de temps libre. Quant aux entreprises, elles peuvent accroître leur productivité en réduisant la fatigue, les accidents et les absences tout en augmentant la sa-



photo Réal St-Jean, LA PRESSE

Réjean Parent, sous-ministre adjoint au Travail: la réduction de temps de travail a des avantages

tisfaction et la motivation au travail de leurs employés.

Au plan macro-économique et social, une réduction du temps de travail permet de hausser, ou à tout le moins maintenir, le nombre de personnes à l'emploi. Même si la situation peut varier d'une industrie à une autre, dit-il, « il serait très surprenant que

l'emploi diminue à la suite d'une réduction du temps de travail ». Au contraire, certains secteurs comme les loisirs et les services culturels, verraient leur production stimulée.

M. Parent reconnaît qu'une réduction du temps de travail peut engendrer des coûts additionnels pour les entreprises qui doivent

recruter et former de nouveaux employés. Les déboursés pour les avantages sociaux et la masse salariale peuvent également augmenter.

Outre son aspect idéologique, le CPQ est d'avis que toute discussion sur cette question doit faire preuve de réalisme économique et prendre en considération les secteurs visés, les régions et les entreprises concernées. La réduction de la semaine de travail n'est peut-être pas un objectif réalisable dans toutes les entreprises. Une telle réduction, selon l'organisme patronal, doit tenir compte dans chaque cas de la situation propre à l'entreprise et son environnement global: ses concurrents, sa compétitivité, sa productivité.

Ghislain Dufour, vice-président exécutif du CPQ, rappelle qu'en Allemagne, les travailleurs de la métallurgie qui ont obtenu une réduction de leurs heures hebdomadaires de travail, ont consenti aux employeurs la flexibilité dans l'aménagement des horaires de travail.

« Cette notion, dit-il, lorsqu'une réduction des heures de travail est consentie, constitue une condition essentielle à l'amorce de toute discussion dans ce dossier ».

Les syndiqués de Molson continuent leurs pressions

■ Les employés syndiqués de la brasserie Molson, en grève depuis trois semaines, continuent leurs pressions, hier, manifestations comprises, pour obtenir de nouveaux avantages sociaux de leur entreprise.

Les représentants de ce syndicat indépendant, « Le syndicat des employés de la Brasserie Molson », ont une nouvelle fois déclaré hier que les offres patronales concernant leur régime de retraite et leur sécurité d'emploi étaient insuffisantes.

Les porte-paroles de Molson, pour leur part, estiment l'avis que les dernières offres patronales, présentées vendredi dernier, étaient justes et qu'elles auraient dû emporter l'adhésion des employés « si elles avaient été avantageusement expliquées ». Pour eux le régime de rente de Molson, tel que proposé, « est le meilleur fonds qui soit dans l'industrie de la bière » et la sécurité d'emploi est garantie « par de nombreuses clauses ».

Les représentants du syndicat

expriment le vœu que leur entreprise s'engage notamment à ne pas avoir recours à des contractuels libres pour assurer certaines opérations de livraison et de mécanique.

Les principales organisations de distribution des aliments, tel IGA font savoir que les stocks de bière Molson sont largement épuisés depuis une semaine, mais que leur chiffre d'affaires n'a pas été affecté: les clients changent simplement de marque.



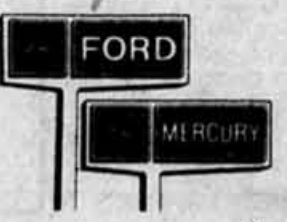
Gros lot de plus de

1237000\$

* Montant approximatif

TIRAGE VENDREDI

NE LE RATEZ PAS!





FINANCEMENT DE

9,9%

À L'ACHAT DES NOUVELLES
FORD ESCORT, MERCURY LYNX 85 1/2,
ET DES FORD TEMPO
OU MERCURY TOPAZ 85.

Cette offre est temporaire; le financement est calculé en fonction de la somme totale à verser, et ce, durant toute la durée du contrat, jusqu'à concurrence de 36 mois. Il peut s'effectuer à un taux privilégié sur une période plus longue, jusqu'à 60 mois.

Voyez les concessionnaires participants pour plus de détails.



La qualité, chez Ford, passe avant tout.